

Égypte

Révolution et

lutte des classes



Le Caire, le 11 février. Des manifestants célèbrent le départ d'Hosni Moubarak au sommet d'une barricade, place Tahrir. (REUTERS/YANNIS BEHRAKIS)

Après la démission de Moubarak, l'armée égyptienne a pris le relais et promis une transition démocratique dans les six mois. Une promesse difficile à croire, comme l'analysait le blogueur Hossam el-Hamalawy le 12 février.

Depuis hier, et même avant, des militants de classe moyenne exhortent les Égyptiens à suspendre les manifestations et à reprendre le travail, au nom du patriotisme, en chantant quelques-unes des berceuses les plus ridicules du style «*construisons une nouvelle Égypte*», «*travaillons encore plus dur qu'avant*», etc. Ces militants veulent que nous faisons confiance aux généraux de Moubarak pour mener à bien la transition à la démocratie – la même junte qui a constitué la colonne vertébrale de cette dictature ces 30 dernières années. Et alors que je crois que le Conseil suprême des forces armées,

lequel reçoit 1,3 milliard de dollars par an des États-Unis, orchestrera éventuellement la transition vers un gouvernement «civil», je n'ai aucun doute qu'il s'agira d'un gouvernement qui garantira la continuité d'un système qui ne touchera jamais aux privilèges de l'armée, maintiendra les forces armées comme l'institution qui aura le dernier mot en politique, s'assurera que l'Égypte continuera de suivre la politique étrangère étatsunienne, qu'il s'agisse de la paix dont personne ne veut avec Israël, le passage sans risque pour la marine militaire étatsunienne à travers le canal de Suez, la continuation du siège de Gaza et

les exportations de gaz naturel à Israël à prix subventionné. Un gouvernement «civil» n'a rien à voir avec des ministres qui ne portent pas d'uniforme militaire. Un gouvernement civil signifie un gouvernement qui respecte entièrement les souhaits du peuple égyptien sans intervention par les chefs militaires. Et je crois que ce sera difficilement permis par la junte. L'armée est l'institution dirigeante dans ce pays depuis 1952. Ses dirigeants font partie de l'establishment. Et alors que les jeunes officiers et les soldats sont nos alliés, nous ne pouvons pas une seule seconde faire confiance aux généraux. **SUITE PAGE 2**



Agenda

18-27 février, semaine anticoloniale, Paris. La 6^e édition de la Semaine anticoloniale se tient du 18 au 27 février.

18 février : colloque « *Sortir du colonialisme : entre lutte et négociations* », de 10 à 18 heures, suivi d'une soirée à partir de 18 heures, au siège du PCF, 2 place du Colonel-Fabien.

19 et 20 février : premier salon anticolonial à la Bellevilloise, 19 rue Boyer, Paris 20^e.

23 février : débat « *18 mois après le massacre du peuple Tamoul* » et diffusion d'un documentaire, à partir de 18h30, mairie du 2^e arrondissement, 8 rue de la Banque, M^o Bourse.

25 février : assemblée des peuples sans État au centre culturel kurde, de 18 à 23 heures, 12 rue d'Enghien, M^o Strasbourg-Saint-Denis.

26 février : manifestation « *Sortir du colonialisme* », à 15 heures, place de la République, Paris. Programme complet sur www.anticolonial.net

18 février, Die Linke, Creil.

Rencontre-débat organisée par le NPA Oise, avec Andrej Hunko, du groupe parlementaire Die Linke. RV à 19 heures, au Centre des cadres sportifs de Creil, 1 rue du Général-Leclerc, Creil.

18 février, réunion publique NPA, Tunisie Égypte, Cergy.

Solidarité avec les révolutions tunisienne et égyptienne ! Avec Luiza Toscane, à 20 heures au LCR des Genottes (place des Genottes) à Cergy-Saint-Christophe.

21 février, réunion publique NPA, Vénissieux.

Réunion publique « *Tunisie, Égypte, pays arabes, révoltes et révolutions* », avec Chawqui Lotfi, membre du NPA, spécialiste du Maghreb. RV de 20 à 22 heures, à la Maison du Peuple de Vénissieux, 10 bd Laurent Gerin.

25 février, Bagnolet en musique pour Gaza.

Soirée de solidarité pour financer un bateau pour Gaza animée par Brahim Senouci (AFPS). En présence de Jacques Gaillot, co-président de Droits Devant !, et de Marcel-Francis Kahn, ancien président de l'AFPS, militant pour la paix au Proche-Orient. Concerts : Barok Théâtre, HK et Toufik en duo Accoustik (du groupe HK et les Saltimbanks). RV à 19 heures, restauration, vente de produits palestiniens et à 20h30 pour le début de la soirée, 1, avenue Galliéni. Entrée : selon vos possibilités (à partir de 5 euros).

25 février, réunion publique, Paris.

Réunion publique « *Travailler moins pour travailler tous et gagner plus ?* », organisée par le comité Paris 19^e Pantin-Jaurès, avec Alain Krivine. RV à 19h30 à La Poule au pot (salle à l'étage), 174, avenue Jean-Jaurès, Paris (M^o Ourcq ou Porte de Pantin). Entrée gratuite.

25 février, Tunisie-Égypte, Paris.

La Société Louise-Michel, la Fondation Copernic et les Éditions La Découverte vous invitent à une réunion-débat « *Tunisie, Égypte : la révolution !* », avec Sophie Pommier, Béatrice Hibou, et Nahla Chaha. RV à 19h30, salle Jean-Dame 17 rue Léopold-Bellan, Paris 2^e.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

Égypte : révolution et lutte des classes

SUITE DE LA PAGE 1

Par ailleurs, on doit enquêter sur ces chefs militaires. Je veux en savoir plus sur leur participation dans le domaine des affaires.

Toutes les classes sociales en Égypte ont pris part au soulèvement. Place Tahrir, on pouvait voir des fils et des filles de l'élite égyptienne, ensemble avec des travailleurs, des citoyens issus des classes moyennes et les pauvres vivant dans les villes. Mais ce n'est que lorsque les grèves de masse ont démarré il y a trois jours que le régime a commencé à vaciller et que l'armée a dû obliger Moubarak à démissionner parce que le système était sur le point de s'écrouler.

Les travailleurs ont organisé la grève la plus longue et la plus soutenue depuis 1946, partie de celle à Mahalla en décembre 2006. Chaque jour durant les trois dernières années il y a eu une grève dans une usine, qu'elle soit au Caire ou en province. Ces grèves n'étaient pas seulement économiques mais politiques.

Depuis le premier jour de notre soulèvement, la classe ouvrière a participé aux manifestations. Cependant, les travailleurs y participaient en tant que « manifestants » et non nécessairement

en tant que « travailleurs » – ce qui veut dire qu'ils n'étaient pas impliqués de façon indépendante. C'était le gouvernement, et non les manifestants, qui avait arrêté l'économie par le couvre-feu, par la fermeture des banques et des entreprises. C'était une grève capitaliste dont l'objectif était de terroriser les Égyptiens. Ce n'est que quand le gouvernement a tenté de ramener le pays à la « normale » dimanche dernier que les travailleurs sont retournés à leurs usines, ont discuté de la situation et commencé à s'organiser massivement et à bouger comme un seul bloc.

Les grèves menées par les travailleurs cette semaine englobaient aussi bien des revendications économiques que politiques. À certains endroits, les travailleurs n'ont pas inclus la chute du régime dans leurs revendications, mais ils ont utilisé les mêmes slogans que ceux des manifestants à Tahrir.

Aujourd'hui, des milliers de travailleurs dans les transports publics sont en train de protester à el-Gabal el-Ahmar. Les travailleurs intérimaires à Helwan Steel Mills font de même. Les techniciens du rail continuent d'arrêter les trains. Des

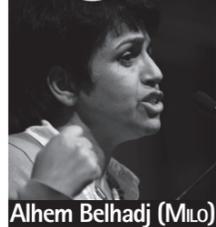
milliers de travailleurs à el-Hawamdiya Sugar Factory protestent et les travailleurs du pétrole entament une grève demain avec des revendications économiques, pour demander l'inculpation du ministre Sameh Fahmy et pour arrêter les exportations de gaz à Israël.

Au moment où nous sommes, l'occupation de la place Tahrir va probablement être levée. Mais nous devons porter Tahrir aux usines maintenant. À mesure qu'avance la révolution, une polarisation inévitable de classe va se produire. Nous devons rester vigilants. Nous ne devrions pas nous arrêter là... Nous détenons les clés de la libération de la région entière, pas seulement de l'Égypte... En avant avec une révolution permanente qui donnera le pouvoir au peuple de ce pays au moyen d'une démocratie directe par en bas...

Hossam el-Hamalawy, samedi 12 février (www.arabawy.org)
Traduit par Christakis Georgiou

ARTICLE EN VERSION LONGUE SUR
www.npa2009.org

regards



Alhem Belhadj (Milo)

Propos recueillis par Gilles Pagaille

TUNISIE *Où sont les femmes ?*

La révolution tunisienne en cours ne règle pas pour le moment les inégalités entre les hommes et les femmes. Celles-ci s'organisent donc pour conserver leurs acquis et en conquérir d'autres.
Alhem Belhadj, membre de l'Association tunisienne des femmes démocrates, explique la situation.

Quelle est la condition des femmes en Tunisie actuellement ?

La situation des Tunisiennes est un peu particulière par rapport au monde arabe. En 1956, juste après l'indépendance, le code du statut personnel était quasiment révolutionnaire pour l'époque : interdiction de la polygamie, droit au divorce, à l'avortement, au vote. Bourguiba était assez ouvert et moderniste, il comptait beaucoup sur la participation des femmes pour le développement économique. Il portait de l'idée qu'une société ne saurait se développer réellement si les femmes restent analphabètes, sous l'emprise des traditions et de l'inégalité. Il était assez ouvert sur tout ça mais la lutte des femmes pour l'indépendance a beaucoup joué.

Par contre, le code du statut personnel était loin d'être égalitaire à 100%. Les lois du code étaient un réel acquis pour les femmes, mais l'intention était de construire une société moderne, pas forcément pour les droits des femmes. Par exemple, le droit à l'avortement. Les Tunisiennes ne l'ont pas eu pour la liberté de disposer de leur corps, c'était la politique de limitation des naissances. C'est pour ça qu'on a eu l'avortement, la contraception gratuite, le planning familial. Parfois on obligeait même des femmes à se faire ligaturer les trompes. Donc, dans ce sens, ce n'est pas un esprit égalitaire qui régnait mais un esprit de développement du pays et les femmes étaient indispensables pour ce changement.

Toujours est-il que les Tunisiennes ont bien profité de ces lois, de la politique de l'éducation, parce que dans tous les cas, ça change les mentalités. Même si les intentions n'étaient pas bonnes, elles ont fait évoluer les choses.

Avec l'apparition du mouvement islamiste dans les années 1980, on a senti que ces acquis n'étaient pas définitifs. La première revendication du mouvement Ennahda était un référendum sur le code du statut personnel en 1985. Le mouvement des femmes s'est donc organisé. La vitrine démocratique du modernisme tunisien était l'égalité hommes-femmes. On en avait ras-le-bol d'être des alibis.

L'égalité n'était pas reconnue dans trois domaines essentiellement. Dans la famille, l'homme était toujours le chef de famille, la femme n'avait pas droit à la tutelle. Depuis 1993, dans certaines situations les femmes peuvent avoir la tutelle des enfants mais c'est très limité. Et puis il y a un article du code qui dit : « *les relations hommes-femmes sont régies par les us et coutumes* ». On sait à quoi ça renvoie. Le deuxième point est l'égalité successorale. Les femmes héritent la moitié des hommes.

Le troisième point est la nationalité. Les femmes ne donnaient pas systématiquement la nationalité à leurs enfants. Cela a été révisé récemment. Et elles donnent très difficilement leur nationalité à leurs maris étrangers.

Dans la Convention pour l'élimination de toute forme de discrimination, la Tunisie a émis des réserves à ces trois niveaux, au nom de l'article 1 de la Constitution qui dit que la religion de la Tunisie est l'islam.

Il y a aussi l'aspect social. Dans le milieu du travail, bien que le code du travail postule à une égalité hommes-femmes, les femmes sont moins payées, elles accèdent moins souvent à des postes à responsabilités. Elles sont plus pauvres, à diplôme égal elles risquent plus longtemps d'être au chômage. En plus, il y a la question des violences à l'égard des femmes, le pouvoir ne prend pas assez de mesures pour lutter contre ces violences.

Parmi les revendications de la révolution, y a-t-il des revendications féministes ?

C'est là le problème. Pour le moment, il n'y a que les féministes qui portent ces revendications. Même les alliés avec lesquels on a travaillé pendant ces années pensent que ce n'est pas le moment. Comme d'habitude, il y a toujours une priorité, et les femmes arrivent après. Au gouvernement il y a deux femmes et une secrétaire d'État. On est très très loin de la parité. Le gouvernement a adopté des protocoles, adhéré à la Convention de Rome, et la seule convention où il a dit « on va en discuter », c'est la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes (CEDAW), comme par hasard. Dans la société civile, la question des femmes est très peu présente. La laïcité est une revendication majeure pour nous, elle n'est reprise par quasiment aucun parti. Il y a des partis d'extrême gauche qui nous ont accompagnés quand on a organisé une manif des femmes, mais on a été très peu soutenues.

Vous prévoyez des actions ?

Oui, on est en train de s'organiser. On a longtemps travaillé sur la Constitution que nous voulons. On prépare un manifeste des femmes tunisiennes où l'on affirmera nos principes et nos revendications. Les Tunisiennes sont imbibées de ces droits, elles ont vécu avec, il est donc très difficile de les lâcher. Mais les choses ne se présentent pas très bien pour le moment.



INTERVIEW EN VERSION LONGUE SUR
www.npa2009.org

(Photothèque Rouge/JMB)

Circulez, y a rien à voir

Le 12 février, sur le plateau de TF1, Sarkozy a multiplié effets d'annonces et provocations en tous genres.

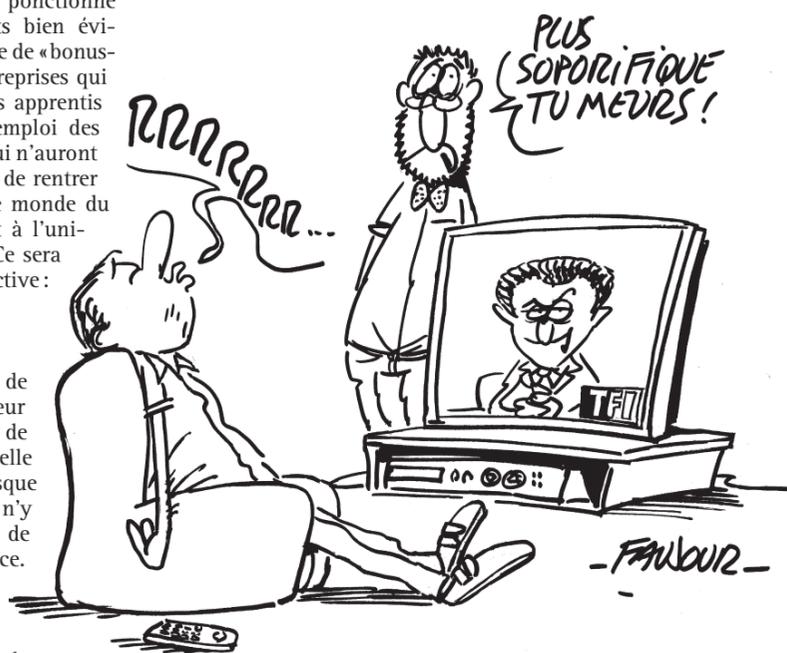
Nicolas Sarkozy était invité jeudi 10 février à l'émission «Paroles de Français» sur TF1. Visiblement en charge de la communication de l'Élysée, la chaîne privée a présenté cette émission comme un moment privilégié de discussion entre Sarkozy et les Français. Ce que l'on en retiendra est tout aussi clair: le président se trouve à des années-lumière des préoccupations des Français, n'entendant même plus leurs questions (à moins qu'il ne fasse exprès de répondre à côté...). Selon Sarkozy, «le monde change»... et pourtant rien de nouveau, bien au contraire! Toujours plus de répression avec une nouvelle loi sur la délinquance des mineurs, la mise en place de jurés populaires et le développement de la vidéosurveillance. Minimisant la grève des magistrats, Sarkozy se contente d'une discussion avec eux pour mettre l'accent sur le pénal, expliquant que tout n'est pas une affaire de moyens – comme pour l'éducation et la santé, balayant avec mépris les revendications légitimes de ces professions. Pour le pouvoir d'achat, tout est de la faute des 35 heures, le problème n'est pas de mieux indemniser les chômeurs mais d'augmenter la compétitivité des entreprises. Car bien entendu, s'il y a moins de compétitivité, il y a délocalisation... Donc travaillez plus, et tout ira mieux. Paraissant déjà en campagne présidentielle, Sarkozy n'oublie pas de caler une petite ode à l'ouvrier... et de verser presque une petite larme en évoquant les victimes du Mediator ou les malades d'Alzheimer. Des micro-promesses qui s'apparentent plus à de l'agitation qu'autre

choses. Concernant l'emploi, grand prince, il «offre» un demi-milliard d'euros pour la formation des chômeurs de longue durée... ponctionné sur d'autres budgets bien évidemment! Le système de «bonus-malus» pour les entreprises qui prennent ou pas des apprentis est censé sauver l'emploi des jeunes. Des jeunes qui n'auront pour seul choix que de rentrer au plus vite dans le monde du travail, qu'ils soient à l'université ou ailleurs. Ce sera leur seule perspective: être compétitifs.

TOUT VA BIEN...

La santé, qui est de plus en plus au cœur des préoccupations de la population, est elle aussi expédiée puisque selon le président, il n'y a jamais eu autant de médecins en France. La simple multiplication de maisons médicalisées et les mesurées sur la dépendance suffiraient donc selon lui. La priorité cachée étant surtout d'engranger le plus possible de profits sur le dos de notre santé. Concernant les voyages de ses ministres, rien ne lui semble anormal, aucune faute n'étant relevée. Alliot-Marie et Fillon peuvent bien prendre tous les avions privés qu'ils veulent, cela ne pose donc aucun problème à Sarkozy, tout va bien. L'exaspération de la population ne semble pas avoir d'impact sur ce dernier qui gouverne hors-sol, et probablement aussi dans une autre galaxie. La précarité, l'emploi, la santé, l'éducation, la justice... tous ces

APRÈS LE MÉDIATOR
INTERDISONS LE SARKOZISME



sujets ont été à peine effleurés lors de cette soirée, qui n'a eu pour but que d'appuyer la propagande de Sarkozy et vanter le libéralisme. Aucune remise en question de sa politique, aucune considération envers ceux qui expriment des difficultés quotidiennes. La seule réponse a été une fin de non-recevoir. Pour Sarkozy, ce soir, le seul échec de la France, c'est le multiculturalisme, «source de nombreux problèmes». D'ailleurs pour lui, le danger vient de l'islam. Cette «menace» a été qualifiée par le président dans des termes caricaturaux qui ne laissent aucune ambiguïté sur sa

vision de cette religion qui selon lui ne garantirait pas «l'égalité entre les hommes et les femmes», «la liberté pour les petites filles d'aller à l'école», ou la conservation d'un mode de vie «à la française». Cette stigmatisation ne laisse aucune doute sur le type de politique sécuritaire et raciste qu'il continuera d'appliquer dans les mois à venir dans l'optique des élections de 2012. Un discours fort instructif sur ce qui nous attend mais qui ne présage bien évidemment rien de positif.

Coralie Wawrzyniak



Par Cathy Billard

Au tour de l'Algérie ?

Après les premières victoires de la révolution en Tunisie et en Égypte, nombreux sont celles et ceux qui ont les yeux braqués sur l'Algérie. Toutes les raisons objectives sont réunies. Grâce à la rente pétrolière et gazière, l'Algérie est un des rares pays à ne pas avoir de dette publique. Au contraire, après que les trusts pétroliers dont Elf totalfina, que les généraux et les divers niveaux de corruption se sont partagés la manne, il reste 155 milliards de dollars dans les cassettes de l'État algérien, dont le peuple est spolié. La colère sociale couve: 10 500 émeutes ont été recensées en 2010. Pendant cinq jours en janvier, la révolte de la jeunesse a embrasé le pays. Ces dernières semaines, des dizaines de tentatives d'immolation expriment le refus désespéré de la misère et des humiliations. Les grèves se multiplient dans les grandes entreprises comme Arcelor Mittal Annaba, mais aussi dans de plus petites et le secteur public. Des jeunes chômeurs marchent, organisent des sit-in, affrontent la police pour exiger des emplois. De nouveaux logements sociaux à peine terminés sont squattés par centaines. Dans les universités, des grèves se développent, mêlant le refus de réformes universitaires et la revendication de droits démocratiques. Le point faible est le manque d'expression politique capable d'unifier cette contestation sociale multiforme. Le seul cadre existant, la Coordination nationale pour le changement et la démocratie, regroupant des dizaines d'associations et de syndicats indépendants, a organisé des marches le 12 février. Malgré le blocage d'Alger et le déploiement de dizaines de milliers de policiers, des milliers de personnes ont marché dans la capitale et les grandes villes pour réclamer les libertés démocratiques, la justice sociale et que le pouvoir «dégage». Quels seront les rythmes et les étapes? De nouvelles manifestations sont prévues pour le 19 février, elles permettront de mesurer l'approfondissement de la mobilisation. L'Algérie est entrée dans la vague qui, de la péninsule arabe au Maroc, soulève la classe ouvrière et la population pour la démocratie et la conquête de droits sociaux contre les dictatures et leurs commanditaires impérialistes, à commencer par l'impérialisme français.

Pas des auxiliaires de police

Un homme est admis un soir dans un service de psychiatrie à la suite d'une tentative de suicide en garde à vue. Il est sans papiers. La police est catégorique et quelque peu pressante: quand on sera sûr qu'il ne risque plus de salir de son sang les fauteuils de l'avion, il devra être immédiatement reconduit à la frontière. Laquelle? On ne sait pas vraiment mais on trouvera... L'homme se montre à son tour insistant, déversant ses torrents d'angoisse dans les puits d'incertitude qui s'est ouvert devant lui. Vous allez me donner à la police? Non! répondent les consciences unanimes. Sachant ce qu'il risque, personne ici ne se voit assumer le rôle d'auxiliaire d'une telle barbarie. L'attente, insupportable, se poursuit les jours suivants. L'infirmier renvoie au médecin, qui renvoie à l'administration, qui renvoie à l'agence régionale de santé... mais personne ne semble capable de prendre une décision. Parce que les

établissements de santé ne sont pas là pour assumer la politique migratoire du gouvernement. Parce que la situation administrative de cet homme est visiblement au cœur de la problématique qui l'a conduit à vouloir mettre fin à ses jours. Parce que l'accès aux soins dans ce pays est universel et que les conditions faites à ce patient le privent de ce droit à bénéficier d'une prise en charge adaptée. Dans le silence assourdissant de l'administration dont les mécanismes de fonctionnement n'ont que faire de l'urgence de la situation, la possibilité d'une demande d'autorisation temporaire de séjour pour raison médicale est évoquée. Bien sûr, aucune raison médicale ne justifiant l'isolement du patient, celui-ci passe son temps à explorer les failles du système de sécurité et il ne tarde pas à trouver, force une fenêtre et parvient à s'échapper en sautant du premier étage, vêtu d'un simple pyjama. Il n'a sur lui que son

téléphone portable. Il prend tous les risques, soulageant tout le monde du poids de ce lourd fardeau d'avoir à choisir entre sa conscience morale et l'obéissance à la loi. Tous les risques ou presque... puisque face à la pression policière, les infirmiers présents dans le service ont dû tenir bon pour éviter que certaines informations en leur possession ne soient utilisées pour mettre fin à cette dangereuse cavale et ne conduisent à la mise en cause des proches du patient, eux aussi coupables de «complicité de séjour irrégulier sur le territoire français». L'importance des forces de police déployées et l'énergie mise par les agents pour continuer la traque ont laissé ce jour-là planer dans l'air une drôle d'impression... Serions-nous si loin de cet État de droit respectant l'être humain et la liberté de conscience de chacun? Heureusement, un vide juridique donne 48 heures à l'établissement pour signaler la «sortie» du patient et rien n'oblige les

soignants à révéler à la police des informations personnelles couvertes par le secret médical. La pression était la seule arme des agents et elle n'a pas fonctionné. Rien ne nous oblige à livrer nos patients à la police! L'homme, lui, a repris sa course, sans papiers, sans argent, il ne peut compter que sur lui-même. Peut-être aurions-nous pu mieux faire si nous avions su lui garantir la sécurité dont il avait besoin mais nous avons en tout cas évité le pire, l'expulsion tant redoutée vers un pays qu'il ne voulait même pas nommer tant il avait peur d'y être renvoyé. Cette histoire devrait au moins servir d'exemple à ceux qui, comme nous, se trouvent face à ce type de situation: avec un peu de bonne volonté et de coordination, nous pouvons éviter l'expulsion de nos patients sans papiers et leur délivrer les soins auxquels ils ont droit comme tout être humain.

Gilles

en bref...

Exaspération et mobilisation à la Sécu. Les fédérations syndicales de la Sécurité sociale ont appelé le personnel à une manifestation nationale à Paris le mardi 8 février, à l'exception de la CFDT, qui s'est néanmoins jointe à la grève. La mobilisation a été réussie, plusieurs milliers de salariés s'étant déplacés de toute la France. La casse de la Sécurité sociale se poursuit, avec la diminution des prestations maladie, vieillesse, allocations familiales mais aussi un démantèlement interne des caisses. Le personnel des caisses subit de plein fouet des restructurations permanentes. Les centres d'accueil au public ont été fermés ou réduits au service minimum et les salariés regroupés dans de vastes pôles, où ils doivent effectuer un travail souvent répétitif et déqualifié. Les effectifs fondent et la charge de travail s'alourdit. Les

conditions de travail sont en conséquence fortement dégradées. Plusieurs acquis de la convention collective sont menacés. Les salaires ont augmenté de 0,8% en 2010 et rien n'est prévu pour 2011. À l'issue de la manifestation, devant le siège de l'Union nationale des caisses de sécurité sociale (UCANSS), ils ont bénéficié pour toute réponse à leurs revendications, de gaz lacrymogènes envoyés par les gardes républicains. La mobilisation devra donc s'amplifier et les grèves qui touchent quelques caisses se généraliser.

Nouvelle victime du flashball. À la suite d'un tir de flashball par un policier, un jeune Montbéliardais, Ayoub, a perdu un œil alors qu'il attendait son bus au centre-ville d'Audincourt (Doubs), jeudi 10 février. Une violente bagarre

sévisait à proximité, mais le jeune homme y était étranger. D'après son témoignage, le tir a été effectué à moins d'un mètre de son visage. Répondre à une bagarre par un tir de flashball, surtout à cette distance, démontre une obsession sécuritaire. Utiliser des armes aussi dangereuses ne peut qu'attiser des situations explosives et nous emmener droit dans le mur. L'usage du flashball a déjà causé la mort d'une personne à Marseille et a grièvement blessé, notamment à l'œil, plusieurs personnes, dont des adolescents. Depuis 2002, seize lois sécuritaires ont été votées, créant à chaque fois de nouveaux délits visant principalement les pauvres, les jeunes des quartiers populaires et tous ceux et celles qui résistent aux politiques capitalistes. Depuis de nombreuses années, sous des gouvernements de gauche comme de droite, la

précarité et le démantèlement des services publics ont aggravé la situation de la population, particulièrement des jeunes et des retraités. C'est en luttant pour le maintien des services publics, leur extension, pour des créations d'emplois dans ces services, en imposant des embauches dans le privé et en transformant les CDD en CDI que nous réduirons la violence dans nos quartiers, pas en utilisant pour seule réponse le mépris et la répression.

Contre la destruction de l'école publique

Pour réduire de 100 milliards d'euros les déficits publics, le gouvernement accélère la mise en œuvre de la révision générale des politiques publiques (RGPP) contre les services publics. Mais il n'arrive pas à faire croire qu'il est possible de faire mieux avec moins. L'ensemble des personnels mobilisés le jeudi 10 février est conscient que la politique éducative en œuvre est guidée par la réduction des dépenses publiques et non par l'intérêt des élèves et de l'école comme le prétend le gouvernement.

Les 16 000 nouvelles suppressions de postes prévues pour la rentrée 2011, alors que 62 000 élèves supplémentaires sont attendus, auront pour conséquences d'aggraver les inégalités sociales et territoriales ainsi que les conditions de travail de tous et plus fortement encore celles des élèves des classes populaires. C'est pourquoi, à l'appel de la FSU, de la CGT et de Sud Éducation, le jeudi 10 février, les enseignantEs, les parents, les élèves... se sont mobiliséEs contre la diminution des heures d'enseignement dans les collèges et lycées et contre les fermetures de classes dans les écoles, pour exiger la restitution de l'ensemble des postes supprimés. Une cinquantaine de départements ont organisé des manifestations, avec plus de 2 000 personnes à Rennes, Rouen, Grenoble ou Lyon, plus de 3 000 à Marseille et plus de 7 000 à Paris. Les grévistes ont été nombreux (entre 55 et 70%) dans les départements de l'Aveyron, du Loir-et-Cher, de la Meurthe-et-Moselle, de Paris, de la Seine-Maritime, de la Vienne...

Cette nouvelle mobilisation vient confirmer que la colère dans l'Éducation nationale se poursuit malgré le matraquage des réformes libérales qu'elle connaît. Une mobilisation réussie et ce malgré le scandaleux report, dans certains départements, des instances paritaires pour cause d'élections cantonales, retardant ainsi les annonces définitives et les ripostes nécessaires.

Ceci dans un contexte de forte contestation de la politique éducative du gouvernement. En effet, selon un sondage CSA réalisé le 9 février pour le SNUipp-FSU, 80% des Français jugent négativement la politique du non-remplacement d'un enseignant sur deux partant à la retraite, estimant que cette politique aura un effet négatif sur la réussite des élèves. Contestation également de l'ensemble de la politique éducative du gouvernement, ceux et celles qui pensent qu'elles vont dans le bon sens ne sont plus que 28%, une perte de douze points par rapport à 2008.

Moins d'enseignantEs pour moins d'enseignement, toujours plus d'élèves par classe... Les conditions d'une rentrée scolaire encore plus dégradée que la précédente sont déjà réunies. Un nouvel appel unitaire est lancé pour une journée de manifestations le samedi 19 mars.

Mais pour en finir avec la casse du service public d'éducation, il est nécessaire de se mobiliser contre l'ensemble des réformes. Quelques journées de grève ou de mobilisations ne suffiront pas. Ni pour regagner tous les postes supprimés et en obtenir d'autres, ni pour battre les réformes en cours. Le rapport de forces reste à construire qui doit s'appuyer et fédérer l'ensemble des résistances. L'éducation, la santé... concernent toute la population, c'est ensemble qu'il nous faut lutter.

Enko Lerhe



Nantes, le 10 février. Manifestation des magistrats au départ du palais de justice. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/MJAMERON)

La justice mobilisée

La politique sécuritaire du gouvernement et les provocations de Sarkozy ont provoqué une colère sans précédent chez les magistrats.

La journée de mobilisation des personnels de la justice du 10 février a été un véritable succès. Les magistrats, les greffiers, les personnels des services de probation et d'insertion, de la protection judiciaire de la jeunesse ont manifesté leur colère partout en France. Il ne s'agit pas de simple mécontentement quant à la grande misère de la justice aujourd'hui mais d'une réelle colère après l'exploitation par Sarkozy d'un fait divers. À Nantes, le tribunal concerné par la provocation de Sarkozy, il y a seulement quinze conseillers pour s'occuper de 3 300 personnes avec des effectifs manquants de dix «équivalents temps plein» et il manque un juge d'application des peines depuis plus d'un an. Cette situation avait été signalée à la chancellerie qui avait de fait reconnu qu'il «n'était pas illégitime de trier les dossiers et d'établir des priorités».

Les juges et les conseillers d'insertion et de probation n'ont pas le droit de grève mais

sont passés outre le 10 février. Cette mobilisation permet de mettre en avant l'indigence des moyens donnés à la justice pour fonctionner et surtout l'abandon perpétuel du «milieu ouvert», du suivi des peines alternatives, au profit d'une politique de l'enfermement systématique; les augmentations de budget depuis plusieurs années sont uniquement allouées à la construction de nouvelles prisons. En novembre 2010, Michèle Alliot-Marie, alors ministre de la Justice, appelait ainsi les organisations syndicales à la «responsabilité face à la dette publique» alors même que les syndicats l'alertaient de la situation intenable des Services pénitentiaires d'insertion et de probation (Sip) confrontés à des annonces budgétaires calamiteuses et une augmentation des prises en charge des mesures de probation en milieu ouvert de 35% en cinq ans! Pour toute réponse, la chancellerie a annoncé le recrutement de retraités et de vacataires.

Les juges sont dans le colimateur de Sarkozy depuis longtemps et il ne rate pas une occasion de les rendre responsables de faits divers dramatiques et de les accuser de laxisme. Et pourtant les peines tombent et la justice a de plus en plus la main lourde. La politique sécuritaire du gouvernement (seize lois répressives en dix ans) n'échappe pas à l'injonction paradoxale: «faire plus avec moins». Pour le NPA, cette mobilisation devrait être l'occasion de remettre en cause non seulement la question des moyens mais le fonctionnement de la justice. Soumis aux ordres par son statut, le parquet surveille l'application de la politique pénale du gouvernement basée sur la répression comme par exemple l'application stricte des peines planchers. Les magistrats qui dérogent à la règle se voient imposer des mutations ou sont mis au placard. La réforme de la carte judiciaire qui a supprimé de

nombreux tribunaux d'instance, l'augmentation des poursuites provoquées par la politique du chiffre du ministère de l'Intérieur, l'aggravation des peines encourues font exploser la machine judiciaire. Le populisme pénal qui consiste à surfer sur l'émotion de la population, à désigner en permanence des coupables, à pratiquer une justice d'abatage, explique l'ampleur de cette mobilisation. Il est temps de dire stop au tout pénal et au tout carcéral. Cela signifie dans l'immédiat l'abrogation de toutes les lois répressives votées depuis dix ans, la fin de la sujétion du parquet à la chancellerie et au-delà la mise en place d'une réflexion qui permette de repenser le sens de la peine. Dans le dispositif pénal, la réinsertion devrait être l'objectif principal et pour cela, ce sont les peines alternatives à la détention qui devraient être la règle.

Anne Leclerc

SITUATION EN CÔTE D'IVOIRE



La Côte d'Ivoire s'enfoncé dans la crise

La crise ivoirienne s'intensifie sous la pression de la communauté internationale et de l'Union africaine. Le peuple ivoirien continue d'en être la première victime.

La menace d'intervention militaire en Côte d'Ivoire contre Laurent Gbagbo, pour installer Ouattara reconnu gagnant de la présidentielle par la communauté internationale, s'éloigne progressivement sous les différentes pressions de certains pays africains tels que l'Afrique du Sud, l'Angola mais aussi le Ghana qui fait figure d'exemple de stabilité démocratique en Afrique de l'ouest.

Pressions relayées également par la grande majorité de l'opinion publique africaine qui, à juste titre, ne comprend pas pourquoi il y aurait une intervention militaire en Côte d'Ivoire alors que maints pays ont connu des fraudes électorales massives comme le Gabon, le Togo ou plus récemment la Centrafrique sans provoquer de réaction de cette même communauté internationale.

L'Union africaine a donc décidé la création d'un panel composé de cinq présidents africains dont le rôle sera de définir des mesures contraignantes pour les deux protagonistes ivoiriens. Les dirigeants de ce panel, à l'exception du Sud-Africain Jacob Zuma, vont avoir du mal à donner des leçons de probité et de démocratie à Laurent Gbagbo. En effet, trois présidents sont arrivés au pouvoir par la force : Blaise Compaoré par un coup d'État en

1987 au Burkina Faso contre Thomas Sankara, Mohamed Ould Aziz en 2005, mettant ainsi fin à une authentique période démocratique en Mauritanie, et le dictateur tchadien Idriss Déby qui s'est rendu célèbre pour nombre d'exactions contre les populations de son pays. Tous vont organiser des mascarades électorales, rejoints par le cinquième, le Tanzanien Jakaya Kikwe dont le dernier scrutin a été l'objet de sérieux doutes sur sa régularité par l'Union européenne.

Pour être franc, on voit mal ce que ce panel de grands démocrates pourrait proposer comme mesure permettant une sortie de conflit, tant les positions de Ouattara et Gbagbo restent irréconciliables. Le pays risque de s'enfoncer de nouveau dans une crise aussi forte que celle du début des années 2000 qui, après le coup d'État raté des Forces nouvelles, a vu la partition du pays entre la région nord qu'elles dirigent et le reste du pays sous juridiction du gouvernement.

Cette crise politique est un poids pour les populations qui sont victimes de la corruption, de l'arbitraire et des violations des droits humains perpétrés par les gens en armes aussi bien dans les zones contrôlées par Gbagbo que dans celle du nord contrôlées par les Forces nouvelles de Ouattara. En effet, les rapports des

principales organisations des droits de l'homme font état de meurtres, viols et enlèvements perpétrés par les escadrons de la mort contre des supposés partisans de Ouattara dans certaines villes et quartiers d'Abidjan. Les réfugiés ivoiriens en Guinée et au Liberia témoignent eux aussi des violations des droits humains commis par les partisans des deux prétendants au pouvoir.

À ces difficultés s'ajoutent celles économiques où les augmentations des prix pour les produits de première nécessité empêchent les populations les plus pauvres de se nourrir correctement.

Les organisations du mouvement social sont prises en étau entre les pro-Ouattara et les pro-Gbagbo. Cette situation les empêche de mener une action autonome qui, à défaut de dessiner une troisième voie, celle d'une rupture avec le présidentielisme au profit d'une intervention des masses sur la scène politique, permettrait au moins d'être un moyen de défense pour les populations face aux conséquences de la dispute de pouvoir par les représentants des deux fractions de la bourgeoisie ivoirienne.

Paul Martial

en bref...

Fiat Pologne : révolte ouvrière ! « On parle même de 300 voitures endommagées ».

Franciszek Gierot, dirigeant du syndicat Août 80, premier chez Fiat Auto Poland, commente le sabotage qui a eu lieu dans la nuit du 10 au 11 février. Les nouvelles Fiat 500, Abarth, Panda et Ford Ka sortaient avec les carrosseries abîmées, les tapisseries déchirées, les câbles arrachés, etc. Reçus la veille, les salaires de janvier ont été réduits d'un tiers, car Fiat applique le décompte des heures supplémentaires. Fin décembre, les travailleurs n'ont pas eu de prime, soit en tout près de 500 euros en moins.

Les syndicalistes soulignent que les salaires bas ont fait déborder le vase : depuis qu'Août 80 a bloqué en septembre la

tentative patronale d'imposer la flexibilité du travail, les ouvriers sont harcelés, menacés de licenciement, insultés, transférés vers des postes de travail de plus en plus pénibles, le rythme infernal des chaînes de montage provoque l'irrégularité du travail, les syndicalistes se voient imposer la désaffiliation (Août 80 en a compté 200 !). Lors du chômage technique de novembre, des congés sans solde ont été imposés sous la menace (1 500 salariés ont des CDD renouvelables chaque mois). « Fiat est un camp de travail », pouvait-on lire le 28 janvier sur les pancartes des ouvriers polonais de Fiat, qui se solidaient avec la grève générale des métallos italiens. Août 80 revendique une augmentation de salaires de 215 euros pour tous.

Au lendemain du sabotage, les ouvriers ont interpellé les syndicalistes : « soit vous vous mettez d'accord pour 215 euros pour tous, soit vous dégagez ! » Août 80 a convoqué une intersyndicale. Il fait aussi le lien entre les travailleurs de Fiat et d'Opel, de Gliwice, où il a entamé un conflit salarial.

« Les travailleurs auront l'augmentation qu'ils seront capables d'arracher par leur lutte, ce ne sont pas les résultats économiques qui décident de nos salaires. Il faut que la direction voie que nous sommes prêts à aller jusqu'à la grève, c'est la seule chance d'avoir des salaires dignes », explique Krzysztof Mordasiewicz d'Août 80. À suivre...

FSM Dakar

Déclaration de l'Assemblée des mouvements sociaux à l'issue du dixième forum social mondial (FSM) qui s'est tenu à Dakar.

Nous, réunies et réunis lors de l'Assemblée des mouvements sociaux du Forum social mondial 2011 à Dakar affirmons l'apport capital de l'Afrique et de ses peuples dans la construction de la civilisation humaine. Ensemble, les peuples de tous les continents mènent des luttes pour s'opposer avec la plus grande énergie à la domination du capital, cachée derrière des promesses de progrès économique et d'apparente stabilité politique. La décolonisation des peuples opprimés reste pour nous, mouvements sociaux du monde entier, un grand défi à relever.

Nous affirmons notre soutien et notre solidarité active aux peuples de Tunisie, d'Égypte et du monde arabe qui se lèvent aujourd'hui pour revendiquer une véritable démocratie et construire un pouvoir populaire. [...] Nous réaffirmons avec force notre soutien aux peuples ivoiriens, d'Afrique et du monde dans leurs luttes pour une démocratie souveraine et participative. Nous défendons le droit à l'autodétermination de tous les peuples. [...]

Nous luttons contre les transnationales parce qu'elles soutiennent le système capitaliste, privatisent la vie, les services publics et les biens communs comme l'eau, l'air, la terre, les semences, les ressources minérales. [...] Nous exigeons la souveraineté des peuples dans la définition de leur mode de vie. Nous exigeons la mise en place de politiques qui protègent les productions locales, donnent une dignité aux tâches agricoles et conservent les valeurs ancestrales de la vie. Nous dénonçons les traités néolibéraux de libre échange et exigeons la liberté de circulation pour tous les êtres humains. Nous continuons à nous mobiliser pour l'annulation inconditionnelle de la dette publique de tous les pays du Sud.

Nous dénonçons également, dans les pays du Nord, l'utilisation de la dette publique pour imposer aux peuples des politiques injustes et antisociales. Mobilisons-nous massivement à l'occasion des réunions des G8 et G20 pour dire non à ces politiques qui nous traitent comme des marchandises ! Nous luttons pour la justice climatique et la souveraineté alimentaire. Le réchauffement global est un produit du système capitaliste de production, distribution et consommation. [...] Nous dénonçons le « capitalisme vert », et refusons les fausses solutions à la crise climatique. [...] Nous défendons la souveraineté alimentaire et l'accord atteint pendant le Sommet des peuples contre le changement climatique qui s'est tenu à Cochabamba, où des véritables alternatives à la crise climatique ont été construites avec les mouvements sociaux et organisations du monde entier. [...] Nous défendons l'agriculture paysanne qui est une solution réelle à la crise alimentaire et climatique et signifie aussi l'accès à la terre pour celles et ceux qui la travaillent. Pour cela, nous appelons à une grande mobilisation pour stopper l'accaparement des terres et appuyer les luttes paysannes locales. [...] Mobilisons-nous tous ensemble, partout dans le monde, contre les violences faites aux femmes. Nous défendons la diversité sexuelle, le droit à l'autodétermination du genre, et nous luttons contre l'homophobie et les violences sexistes. [...]

Nous devons intensifier la lutte contre la répression des peuples et la criminalisation de leurs luttes et renforcer les liens de solidarité entre les peuples comme le mouvement international de boycott, désinvestissement et sanctions contre Israël. Notre combat se dirige également contre l'Otan et pour l'élimination de toutes les armes nucléaires. [...] Nous affirmons qu'il est possible de construire une mondialisation d'un autre type, à partir des peuples et pour les peuples, et avec la participation fondamentale des jeunes, femmes, paysans et peuples autochtones. [...] Nous inspirant des luttes des peuples de Tunisie et d'Égypte, nous appelons à ce que le 20 mars soit un jour international de solidarité avec le soulèvement du peuple arabe et africain, dont les conquêtes renforcent les luttes de tous les peuples. [...] Nous appelons également à une journée d'action globale contre le capitalisme le 12 octobre. [...] Mouvements sociaux du monde entier, avançons vers une unité globale pour défaire le système capitaliste ! Nous vaincrons !

Dakar, le 11 février 2011

JO : la Haute-Savoie

Ceux qui soutiennent encore la candidature d'Annecy pour l'organisation des Jeux olympiques d'hiver 2018 vous diront que c'est une chance pour tout un département. Quel manque d'imagination ! Empêtrés dans leurs certitudes, et les défendant très mal, ils osent encore prétendre organiser des JO écolos et modestes, oubliant que la tendance de fond des dernières olympiades est plutôt à la démesure. Le dossier d'Annecy a eu à souffrir de nombreuses avanies, et depuis deux ans que cette candidature est lancée, on peut dire qu'il a évolué... vers le pire ! La démission fracassante d'Edgar Grospiron fin 2010 (à quelques semaines de la remise du dossier technique) fut un tournant, et l'arrivée de Charles Beigbeder (le seul prêt à porter le chapeau de la défaite, en échange d'une carrière politique fulgurante) nous éloigne un peu plus du meilleur. Le 6 juillet, à Durban, sera désignée la ville hôte (Annecy, Munich ou Pyeongchang). Annecy et les stations de Haute-Savoie n'ont pas besoin des JO pour se développer et se faire connaître. Ces JO captent beaucoup d'argent, beaucoup de subventions publiques pour une manifestation de quinze jours, alors que cet argent pourrait être injecté dans des actions éducatives et sportives envers les jeunes, les petits clubs qui luttent pour obtenir « 3 francs 6 sous ». L'organisation des JO est une opération de prestige pour mettre en avant l'image d'une ville alors même que des jeunes n'arrivent plus à se loger, enchaînent les CDD et rament pour se payer des études et pratiquer un sport. Le Comité international olympique (CIO) se targue de respecter la Charte olympique pour laquelle les JO seraient l'occasion d'une « promotion du sport pour tous » ; mais la contemplation des athlètes à la télévision ne compensera pas, à Annecy comme ailleurs, la suppression des postes d'éducation physique et sportive ni n'apportera dans les collèges de la ville les installations sportives indispensables.

Cette même Charte olympique qui s'oppose en principe « à une utilisation abusive politique ou commerciale du sport et des athlètes », est en contradiction totale avec ce qui se prépare à Annecy où le marketing, la publicité des sponsors prennent place pour valoriser un peu plus la marchandisation du sport.

Annecy ne doit pas organiser ces jeux. Le Comité anti-olympique (CAO) créé à Annecy continuera à défendre les espaces agricoles fortement impactés par ce projet, à s'opposer aux désordres écologiques engendrés, à dénoncer le CIO et ses agissements motivés par le seul appât du gain.

La lutte continue, avec les citoyens et militants dont l'élu Annecy Résolument à gauche / NPA, contre la poignée d'oligarques qui entendent décider sans consulter la population et en faisant d'ailleurs croire à un ferveur populaire.

JO D'ANNECY : UNE CHANCE POUR LA HAUTE SAVOIE...



Démocratie bafouée

Le ton est donné dès l'annonce à la presse du lancement de la candidature, en septembre 2008, avant même de consulter le conseil municipal.

Depuis le début, le dédain et le détachement prévalent à l'encontre des Annéciens, des Haut-Savoyards et de la représentation démocratique.

Le maire d'Annecy et les souteneurs de la candidature refusent tout débat contradictoire qui permettrait à la population de se forger une opinion en connaissance de cause, et l'organisation d'un référendum d'initiative locale. Sur la constitution du dossier, le discours est invariable : il faut faire confiance !

Cette confiance que les mêmes élus refusent d'accorder aux associations et MJC qui doivent présenter et défendre leurs budgets, rendre des comptes à la collectivité sur leur fonctionnement.

Leur logique est simple : « Vous nous avez élus, nous avons la légitimité. »

Le dossier de candidature est ainsi constitué dans le plus grand secret autour de quelques initiés. Les élus sont alors appelés à valider les engagements pris en leur nom sans même pouvoir consulter le dossier qui a force d'engagement. Celui-ci a été déposé au CIO, le 11 janvier dernier, puis rendu public, sans ses pièces annexes, deux jours plus tard.

Pour les souteneurs de la candidature, les élus et la population devraient s'incliner et accepter le fait accompli.

Il n'en est rien, avec le Comité anti-olympique d'Annecy (CAO) constitué en janvier 2009, ne cessent de s'exprimer une vive réprobation et l'exigence d'arrêter les frais !

Les initiatives se multiplient dans tout le département : manifestations (en mai à Passy, en septembre à Sallanches, en novembre à Annecy), réunions publiques d'information, conférences sur les problématiques liées aux Jeux (éthique du sport, neige artificielle et ressource en eau, problématique du sillon alpin, impact environnemental...), pétitions (plus de 13 000 signatures à ce jour), délégation au CIO, point d'information dans les rues... et création d'un site Internet :

www.comiteantiolympiqueannecy.com/ Pour sa part, Philippe Metral-Boffod, élu municipal Annecy Résolument à gauche / NPA, mène la bataille au sein du conseil pour contester l'opacité de la démarche, le déni de démocratie et les risques encourus par la collectivité. Il vient d'ailleurs d'engager une saisine du tribunal administratif visant à lever les doutes qui pèsent sur la légalité et les irrégularités de la délibération JO votée au conseil du 8 novembre dernier.

Avec Charles Beigbeder, le Medef aux commandes !

La candidature d'Annecy a été bâtie sur le mythe d'une candidature de sportifs, portée par des sportifs. Mais les enjeux financiers sont tels que bien vite le vernis a craqué.

L'emblématique Edgar Grospiron, champion du monde, médaillé olympique, est désigné directeur de la candidature début 2010 par la volonté de Nicolas Sarkozy. Il jette l'éponge le 12 décembre dernier, au motif que le budget alloué à la candidature ne sera pas à la hauteur et bien loin des sommes englouties par les deux autres villes concurrentes (Munich et Pyeongchang).

Le budget annécien fixé à 16,5 millions d'euros, porté à 18 millions, puis annoncé à 20 millions ne correspondait toujours pas à la rallonge de 12 millions d'euros exigée par Grospiron qui part en claquant la porte, malgré sa rémunération de 10 000 euros net mensuel et ses 15 000 euros de frais.

La candidature traverse alors une période de forte turbulence où l'on voit Chantal Jouanno, ministre des Sports, multiplier les contacts auprès de personnalités politiques (Borloo, Lamour...) et de figures du grand patronat. Après une succession de refus, elle trouve l'homme providentiel en la personne de Charles Beigbeder. Sa nomination ne laisse pas insensible le Medef qui affiche immédiatement un satisfecit via un communiqué de presse de soutien.

Il faut dire que Beigbeder n'est pas le premier venu. Golden boy, une jeunesse dans le carré VIP « Neuilly, Auteuil-Pereire-Passy », il enchaîne les postes dans la banque et la finance (Paribas, Crédit suisse First Boston...), fonde Self Trade qui connaît des difficultés. En 2002, après solde de tous comptes, Charles Beigbeder

dispose d'un petit capital de 1,6 million. Avec la casse des services publics, il lance la société Poweo SA pour profiter du démantèlement d'EDF. En 2009, Poweo se porte mal (perte de 60% de sa valeur en un an), il vend ses 13,4% du capital au groupe autrichien Verbund et engrange près de 40 millions d'euros. Président non exécutif de Poweo pour trois ans encore, avec des stock-options et un salaire annuel de 250 000 euros, il se tourne désormais vers l'agriculture et fonde Agro-Generation avec le groupe Champagne Céréales, organise l'acquisition de 100 000 hectares céréaliers en Ukraine et habille de vert la culture de l'oseille, seule plante qu'il affectionne.

Mais sa vraie passion va à la défense du patronat français. Membre du comité exécutif et candidat à la présidence du Medef, il est en première ligne lorsqu'il s'agit de réclamer la réduction des charges, l'assouplissement des licenciements, la réforme d'un code du travail qu'il trouve trop rigide et la suppression de l'impôt sur la fortune (ISF). Autre objectif pour Charles Beigbeder : la politique. Il a souhaité faire équipe avec Valérie Pécresse, pour les élections régionales de mars 2010 à Paris. Ancien membre des Jeunes giscardiens, adhère depuis peu du Parti radical de Jean-Louis Borloo, il ne cache pas son intention de devenir député, ne serait-ce que pour défendre l'ultralibéralisme décomplexé.

Nicolas Sarkozy a déjà eu recours en 2007 à ses services pour mener une réflexion sur le pouvoir d'achat. Il rend un rapport consacré au low-cost (développement de la concurrence, création de magasins hard-discount, généralisation du travail le dimanche dans le commerce, mise en vente libre de médicaments) maintenant mis en œuvre par le gouvernement.

Des JO écolos

Alors qu'on nous parle de Jeux olympiques écologiques, les associations de défense de l'environnement sont absentes de la direction du Groupement d'intérêt public (GIP) constitué pour porter la candidature dans sa phase finale.

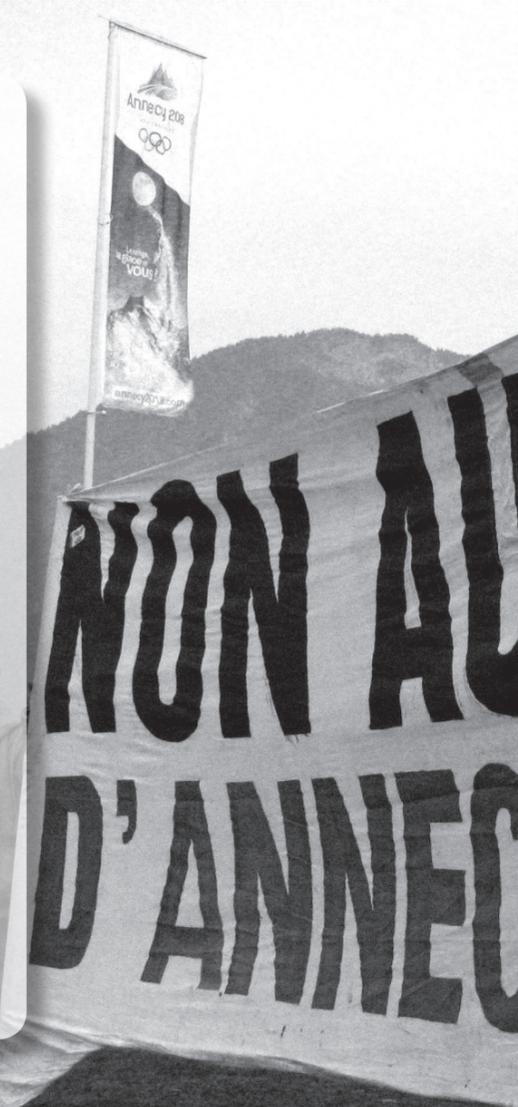
La Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (Frapna) et la Commission internationale pour la protection des Alpes (Cipra) se retirent de l'élaboration du dossier de candidature au motif que les aspects environnementaux sont négligés en dépit de pompeux affichages verbaux.

Le Comité international olympique (CIO) impose en toutes circonstances la production de neige artificielle.

À Vancouver en 2010, l'acheminement de la neige sur les pistes a nécessité une noria de camions et d'hélicoptères.

À Annecy, c'est un acheminement de l'eau pour produire la neige artificielle qu'il faudra prévoir pour alimenter la montagne du Semnoz, « poumon vert » d'Annecy, espace protégé, intégré au Parc naturel régional des Bauges. L'eau sera celle du lac (à 400 m d'altitude) alors que le Semnoz est à 1600 m d'altitude ! En outre, le Semnoz étant le bassin versant du lac, la pollution chimique engendrée par la neige artificielle portera atteinte, en retour, à la qualité de l'eau du lac réputée pour sa pureté.

D'une façon générale, la consommation croissante d'eau des canons à neige engendre des conflits d'usage pour l'eau potable. Les Jeux de Turin en 2006 ont consommé en quinze jours autant d'eau que 600 000 habitants en un an. Des flux de milliers d'autocars et



ie en résistance



Pour les Jeux, peu importe le prix !

Les souteneurs de la candidature «Annecy 2018» se répandent dans des opérations de communication mettant en avant les valeurs de l'olympisme, le sport, la fraternité, la fête.

Sous le vernis apparaît une réalité bien moins présentable. Les Jeux olympiques fonctionnent et sont gérés par le CIO comme un immense spectacle vendu à des médias internationaux qui le répercuteront à 3 ou 4 milliards de personnes dans le monde entier.

La ville candidate doit faire la preuve de son envie et de ses capacités à honorer les conditions et exigences du CIO pour espérer être retenue.

Organisatrice du spectacle, elle devient en quelque sorte le fournisseur d'un spectacle que le CIO commercialisera pour son propre compte.

L'obtention des Jeux est ainsi assujettie à la signature du contrat de «ville hôte», peu connu mais tellement explicite !

Une lecture rapide de ce contrat de ville hôte montre qu'il conduit au surendettement assuré et à la création d'une immense «zone franche» exemptée de l'application du droit du travail, du paiement des impôts et taxes pour le CIO et ses sponsors.

Et la nomination d'un financier, membre actif du Medef, à la direction de la candidature trouve alors tout son sens !

Quelques exemples pris dans les 80 pages du contrat de ville hôte sont éloquentes :

Remise en cause de la réglementation du travail

«Par souci de clarté, les parties conviennent, et la Ville et le CNO déclarent et garantissent, que toutes les personnes titulaires d'une carte d'identité et d'accréditation olympique seront exemptes de toutes limitations ou restrictions relatives à la réglementation du travail (salaire, nombre d'heures, etc.) dans le pays hôte pour toute activité professionnelle menée par elles en relation avec les Jeux durant cette période.» (point 11)

Communication de fichiers informatiques

«[...] le Cojo et la Ville partageront gracieusement leur connaissances, leurs informations [...] Sans restreindre la portée générale de ce qui précède, le terme «données» comprend également, sans s'y limiter, (i) toutes les données de la gestion des Jeux (relatives par exemple à l'accréditation, au personnel, à la billetterie, aux personnes qui s'inscrivent ou se renseignent sur les services liés aux Jeux) [...] (iv) les statistiques et la base de données du fichier client, avec les chiffres et coordonnées complètes concernant l'ensemble des consommateurs des produits et services liés aux Jeux...» (point 27)

Fournisseurs privilégiés et non-respect du code des marchés publics

«[...] le Cojo, la Ville et le CNO s'engagent chacun à satisfaire tous leurs besoins en produits et services tombant dans les catégories de produits / services des sponsors du programme international en faisant appel aux sponsors correspondants dudit programme...» (point 50, § e)

Substitution aux paiements des impôts et taxes

«La Ville et / ou le Cojo prendront à leur charge tous les impôts, directs et indirects, qu'il s'agisse d'impôts retenus à la source, de droits de douane, de taxes sur la valeur ajoutée ou de tout autre impôt indirect, présent ou à venir, dus dans quelque juridiction que ce soit sur un paiement devant être perçu par le CIO ou toute entité détenue et / ou contrôlée par le CIO, directement ou indirectement...» (point 51, § a)

On le voit avec ces quelques exemples pris dans le contrat, la ville d'Annecy abandonne tous ses droits et prérogatives.

De plus le contrat de ville hôte proposé peut à tout moment être modifié au bon vouloir du CIO ! En résumé, le CIO encaisse et les habitants des villes concernées par les Jeux devront payer !

ogiques?

voitures officielles vont aggraver la pollution des sites et des fonds de vallées (tout comme la dispersion des sites, Chamonix par exemple à 90 km figure dans la liste des sites Annecy 2018!).

En temps ordinaire déjà, en dépit des effets d'annonce sur la qualité de l'atmosphère des pays de Savoie, le niveau d'alerte a été franchi plusieurs fois dans l'agglomération d'Annecy pour cause de pollution due à la combustion de carburants. Et que dire aussi de la pollution de l'air de la vallée de Chamonix par la circulation des camions franchissant le tunnel du Mont-Blanc vers l'Italie? Les JO vont accroître encore ces nuisances.

Il existe de forts risques de bétonnage, d'abord pour la montagne du Semnoz car les JO vont créer un précédent dans ce lieu jusqu'ici protégé et ouvrir la porte aux bétonneurs en offrant le prétexte pour engager l'urbanisation du massif. Saccage ensuite du Pâquier, cet espace vert unique en bordure du lac à Annecy et lieu de détente et de loisirs des habitants et des touristes, pour la construction prévue d'une structure transitoire de 42000 places pour les seules cérémonies olympiques. Le chantier et les grues interdiront le Pâquier au public pendant deux ans.

La construction des infrastructures sur les sites de compétitions olympiques de Haute-Savoie implique un morcellement accru du territoire avec atteintes des zones forestières et agricoles, et tout cela avec la remise en cause des activités des agriculteurs.

Comment oser nous parler, en belle langue de bois, de «développement durable» et d'écologie?

Le vertige des coûts

Dans la valse des chiffres, les souteneurs de la candidature s'échinent à démontrer leur souci de l'argent public et la parcimonie de leur budget.

Mais la réalité est bien différente et l'inflation des coûts est manifeste.

Pour les seuls frais de candidature permettant à Annecy d'être choisie au niveau national, le budget a explosé en passant de 600 000 à 1,4 million d'euros.

Le budget prévu pour la candidature auprès du CIO estimé à 16,4 millions d'euros (dont 11,9 de fonds publics), est dorénavant porté à 20 millions d'euros et on nous annonce déjà 28 à 30 millions d'euros.

Et si Annecy devait être retenue, 43 millions d'euros sont budgétés pour la promotion des Jeux d'ici à 2018. Les publicitaires s'en frottent les mains.

Les dépenses des jeux se décomposent en deux budgets : celui du comité d'organisation des jeux (Cojo) comprend essentiellement les dépenses de fonctionnement liées à la période des olympiades (locations, organisation, installations temporaires...).

Le budget hors Cojo comporte les investissements en équipements sportifs (aménagement de pistes, patinoires, etc.), les infrastructures de transport (réseaux routier et ferroviaire, etc.), la valorisation des services publics nécessaires aux jeux. Il est estimé à 2 539 833 000 euros, vous avez bien lu : 2,6 milliards d'euros.

Le premier des constats est l'inflation galopante du coût des infrastructures

sportives. Les 245 millions d'euros du dossier initial de mars 2009 ont explosé pour atteindre 368,04 millions d'euros dans le dossier déposé au CIO, le 10 janvier dernier. Par exemple, la réalisation d'un anneau de vitesse sans utilité après les Jeux estimé à 65 millions d'euros, l'an dernier, en vaut aujourd'hui 90 ! Soit une augmentation de 50 % !

Pas encore d'inflation galopante pour les autres dépenses car leurs montants sont indiqués pour la première fois, à savoir : 341,262 millions d'euros pour les villages olympiques et médias ; 119,7 millions pour les centres de presse, médias et radio télévision ; 268,119 millions pour les hébergements. Cela fait un total de 1 097 120 000 euros (1,1 milliard d'euros).

Le solde de 1,442 milliard d'euros représente le coût des services publics (transport, bus, communication, déneigement, nettoyage, sécurité, etc.) mis à disposition sans compter les services médicaux dédiés aux jeux.

Le budget du Cojo, initialement fixé à 900 millions d'euros en 2009, porté à 1,2 milliard d'euros est aujourd'hui estimé à 1,42 milliard d'euros, soit une augmentation de 55 % ! En additionnant ces deux budgets, le coût total des jeux est estimé à ce jour à 3 963 140 000 euros (4 milliards d'euros). Et combien en 2018 si nous les laissons faire ?

Et, cela sans compter les millions de la candidature.

Le pire est à craindre !

Une semaine de mobilisation

Le comité antiolympique s'est fortement mobilisé pour la venue des représentants du CIO du 8 au 12 février.

La mobilisation a débuté dès le 3 par la dépose de l'oriflamme de la candidature de la mairie d'Annecy pour dénoncer la décision du conseil municipal sans débat. Le 5 février, près de 300 militants ont occupé la chaussée devant la mairie pour donner à la population un avant-goût de ce qui l'attend pendant un mois. La présence des forces de police n'a pas entamé leur détermination, et ils ont recueilli un large soutien des Annéciens.

Le lendemain, ils ont réussi à s'inviter au débat organisé sur France Inter pour exposer leurs arguments.

Côté officiel, le CAO a été reçu par la commission d'évaluation et a pu exposer les problèmes écologiques que posait cette candidature (voir ci-contre). Ils ont alerté la commission sur le fait que l'une des structures aurait ses tribunes en zone rouge c'est-à-dire qu'elles seraient soumises à un fort risque d'avalanche. Le CAO a également exposé les contraintes pour la population que représenterait la captation du Pâquier, cet espace de détente devant la mairie d'Annecy où serait situé un théâtre de 42 000 places dont la surface équivaldrait à la moitié du Stade de France. Ils ont dénoncé l'utilisation des enfants pour agiter des drapeaux sur le passage du CIO sur le temps scolaire, le gouffre financier que représenterait cette candidature, l'emprise sur les terres agricoles et enfin, contrairement à ce que veut faire croire l'État français, les réticences, si ce n'est l'opposition, de la population.

Leur impression est d'avoir été entendus par la commission. Mais la mobilisation ne s'arrêtera pas. Forts du soutien croissant de la population de Haute-Savoie, le CAO compte bien continuer d'organiser la résistance, avec en premier lieu une manifestation festive sur le Pâquier.

Début avril, le CIO doit se réunir à Londres, la commission d'évaluation rendra son rapport à Lausanne les 18 et 19 mai et la décision finale sera prise à Durban, le 6 juillet prochain.

Pour suivre la mobilisation :

www.comiteantiolympiqueannecy.com



<http://comitesoutien92.rezisti.org/>

Poste des Hauts-de-Seine
Stoppions la repression syndicale
À la suite d'une grève de 66 jours contre les suppressions d'emplois, La Poste des Hauts-de-Seine a lourdement sanctionné Yann Le Merrer (24 mois d'exclusion de fonctions) et Bertrand Lucas (9 mois d'exclusion de fonctions) tous deux représentants départementaux du syndicat SUD Poste 92. Gaël Quirante, lui aussi représentant départemental SUD Poste 92, subit l'acharnement de son employeur. Alors que l'inspection du travail avait refusé de le licencier, La Poste fait un recours auprès de Xavier Bertrand. Un comité de soutien s'est mis en place dans le 92, il est possible de signer une pétition en ligne.

l'essai

HAÏTI, KENBE LA ! RODNEY SAINT-ÉLOI

Éditions
Michel Lafon
270 pages
16 euros



Proche ami de Dany Laferrière dont il est aussi le dernier éditeur, R. Saint-Éloi se trouvait avec lui le 12 janvier 2010 dans un hôtel de Port-au-Prince quand le goudou-goudou, innommable ou indicible autrement, secoua Haïti de ses 7°3 de magnitude. Ils crurent d'abord à « des mitrailleuses qui vomissent des balles », à « une insurrection de palais », et se dirent : « Rien de bien grave. Les militaires nous ont tellement habitués... » Ce passé de violence institutionnelle, la confiscation des richesses et de la vie publique par une vingtaine de grandes familles, l'attitude incroyablement désinvolte et méprisante des gens au pouvoir avec un président répétant à tout bout de champ « Ce n'est pas ma faute », ou encore « naje pou sòti, débrouille-toi seul pour sortir de la merde », voilà qui justifie le titre du livre (« Haïti, redresse-toi ! ») en forme de slogan ou d'appel. Mais comme l'indique mieux son sous-titre « 35 secondes et mon pays à reconstruire », il offre avant tout un témoignage sur les premiers jours de l'après-séisme, vécus « en mode goudou-goudou ». Dans ce récit de poète, grand admirateur de Frankétienne et surtout d'Aimé Césaire dont de nombreuses formules reviennent sous sa plume, avec des accents souvent proches de ceux de Laferrière, on ne cherchera ni programme politique ni prémonitions de l'affreuse situation actuelle, entre élections trafiquées au fusil d'assaut, choléra généreusement offert par l'ONU et prévision de nouvelle disette. Si ce livre est à lire un an après le goudou-goudou, c'est pour le regard qu'il porte sur les quelques jours où, comme dans tout moment de crise aiguë, se sont empilés, matérialisés, cristallisés tous les maux qui pesaient déjà sur Haïti. Maux d'origine toute humaine comme y insiste R. Saint-Éloi, mais dont le retentissement en termes de religiosité, qu'il décrit aussi, n'est pas pour rassurer sur la manière dont Haïti pourrait se « redresser » dans les années qui viennent.

Gilles Bounoure

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



MUSIQUE BAHAMAS - GOOMBAY 1951-1959

Frémeaux et associés
Alors que nous apprenions la triste disparition d'Édouard Glissant, défenseur de « l'antillanité », cette compilation illustre, sur le versant anglo-saxon, à quel point son approche de l'originalité syncrétique de cette région était effectivement profondément enracinée dans les cultures populaires. Des Bahamas, nous connaissons peu de choses sur le plan musical, éclipsés par le reggae de Kingston et par la biguine de « nos » DOM. L'an dernier, une très belle compilation sur le label Numero group intitulée *Cult Cargo : Grand Bahama Goombay* avait remis la lumière sur les formations de funk et de soul. Le label Frémeaux et associés explore de son côté la genèse et l'essor du goombay, style local spécifique (comme la calypso trinitienne), toutefois davantage marqué par le blues et le gospel. Un authentique plaisir de (re)découvrir ces talentueux interprètes (Blind Blake Higgs, George Symonette ou Charlie Adamson) et de s'ouvrir au son de Nassau.

King Martov



LIVRE FAUCHEURS VOLONTAIRES.

Les dessinateurs / 16 euros
C'est à ma connaissance le premier recueil qui raconte l'histoire du mouvement des faucheurs volontaires. À partir du travail photographique et des interviews d'Hervé de Willencourt qui a consacré quelques mois à rencontrer des faucheurs, des dessinateurs ont revisité ces années de combat avec les paysans de la Confédération paysanne et le sabotage de Nérac. L'ouvrage présenté ne revient pas sur l'histoire ni sur les arguments mais fait la somme des ressentis, anecdotes et impressions des protagonistes. Par thème ou par événements, chacun y raconte un fait ou un souvenir : le fauchage de Menville, celui très violent de Solomiac, les opérations de nuit certainement les plus belles car proches du lyrisme de la Résistance ou le récit des procès rappellent à chacun l'ambiance de cette lutte. Le 21 novembre 2009, l'opération contre un déchargement de soja OGM à Lorient ou le soutien apporté à Christian Velot, généticien engagé dans tous les procès, rythment cet album où alternent dessins et photos.

Christophe Goby



LIVRE PORTRAITS D'UNE LUTTE LES « MOLEX » POUR MÉMOIRE Éric Cabanis

Arcane 17 / 24 euros
Les lecteurs de *Tout est à nous !* et plus généralement les militantEs du NPA connaissent bien la lutte qu'ont menée les salariéEs de Molex, à Villemur-sur-Tarn. En regroupant leurs portraits dans ce livre, Éric Cabanis rend justice à toutes ces femmes et ces hommes qui ont refusé d'abandonner sans combat devant le projet de fermeture de l'usine. PhotographiéEs avec le t-shirt Molex, chacunE est accompagnéE de quelques lignes et d'une citation et donne corps à l'individualité au sein du collectif. Un texte des sociologues Beaud et Pialoux (*Retour sur la condition ouvrière*) replace l'histoire des Molex dans celle de la lutte des classes. Cabanis retrace la chronologie de cette lutte et ce livre permettra que les « Molex » ne s'effacent dans la triste litanie des fermetures d'usines avec tous les déchirements personnels que cela induit. En même temps, cette histoire est malheureusement universelle.

Dominique Angelini



LIVRES D'AILLEURS LE DÉSIR JACQUES LACOMBLEZ

Les Hauts-Fonds / 20 euros
Qualifié justement par *Ouest-France* de « grande figure du surréalisme belge » à l'occasion d'une rétrospective de son œuvre peinte à Saint-Brieuc en 2009, Jacques Lacomblez est aussi dessinateur et poète. Né en 1934, lié à Magritte et à Breton, il a publié maints recueils de poèmes ou de textes remarquables mais restés confidentiels du fait de leur tirage. L'éditeur des Hauts-Fonds, A. Le Saux, a entrepris de le faire mieux connaître, tout comme il l'avait fait l'an passé pour le plus important poète surréaliste actuel d'expression française aux yeux des connaisseurs, Guy Cabanel (*La Roue du paon*, illustrations de J. Lacomblez). Réunissant des textes parus entre 1985 et 2009, *D'Ailleurs le désir* permet de prendre contact avec un poète aux registres aussi variés et riches d'invention que son œuvre peinte et dessinée. Du même auteur, les éditions Syllepse avaient publié *Le peu quotidien* en 2001.

G. B.

EXPO La longue histoire de l'Angola

Ce pays jeune, qui se relève depuis 2002 d'un quart de siècle de guerres civiles, commence à mettre en valeur son riche passé. Le musée Dapper lui consacre une exposition d'une ampleur exceptionnelle, la première jamais présentée en France.

Il aura fallu toute l'inculture arrogante de qui l'on sait pour prétendre que « l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire », la sienne comme celle des blancs. En 1975, au terme de quatorze ans de lutte armée contre le colonisateur portugais, l'Angola proclamait son indépendance, mais entre MPLA et Unita notamment, les armes continueront à parler presque constamment jusqu'à la mort du chef de l'Unita, Jonas Savimbi, en 2002. Les malheurs par lesquels l'Angola a inauguré son « histoire courte » ne doivent pas faire oublier ceux qui ont marqué son « histoire longue ». En 1482, les marins envoyés par Jean II de Portugal plantaient deux « pierres de souveraineté » à l'embouchure du Zaïre et au cap Santa Maria, au sud de Benguela, puis entretenaient de circonvier, de convertir et d'assujettir le royaume de Kongo. Au siècle suivant les Portugais s'emparèrent du royaume voisin de Ngondo, gouverné par la dynastie Ngola, d'où ils tirèrent le nom d'Angola.

Plus de trois siècles de traite négrière « exportant » jusqu'à 40 000 esclaves par an, les autodafés iconoclastes, les razzias, les expéditions punitives ou de conquête des Portugais, la fuite des populations loin des côtes où sévissaient les Européens, et une fois la traite abandonnée, l'imposition du travail forcé pour tous, femmes et enfants compris, avec la mise en place d'un apartheid non moins rigoureux à ne pas dire son nom, voilà qui tendait non seulement à laisser le pays exsangue, mais à y annihiler toute vie culturelle,

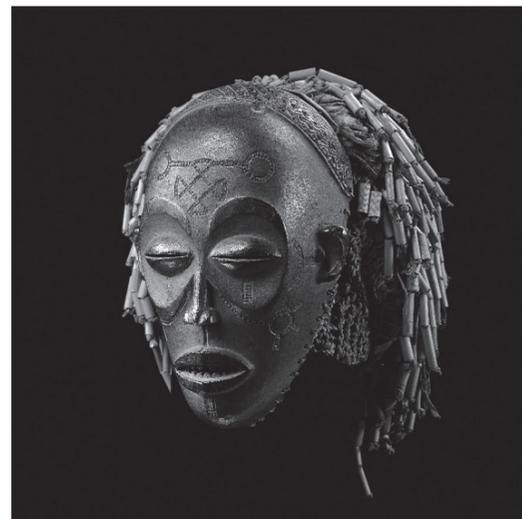
spirituelle et artistique. Les quelque 140 objets réunis pour cette exposition, pour la plupart venus de musées étrangers (angolais, portugais, etc.) et inconnus du public français, témoignent au contraire de la vigueur des arts traditionnels angolais et de la capacité de leurs maîtres à explorer des voies nouvelles. Un cas des plus frappants – le mieux connu des Européens souvent séduits par les formes idéalisées de leurs statuettes anthropomorphes et de leurs masques pwo (« jeune femme ») – est celui des Chokwe, qui décuplèrent leur petit territoire d'origine grâce aux razzias et au commerce (y compris d'esclaves), méthodes empruntées aux colonisateurs dont ils reprirent non seulement les armes mais d'autres objets comme les chaises, portées par eux à des raffinements extraordinaires.

Toujours sensible aujourd'hui, comme le montrent le catalogue et l'exposition notamment à travers l'œuvre de l'artiste contemporain António Ole, cette vitalité a maintes explications à tirer de l'histoire courte ou longue de l'Angola, mais elle trouve également ses sources dans un passé plus ancien que l'archéologie commence seulement à dévoiler. Elle a mis au jour des vestiges humains vieux de 1 à 2 millions d'années,

sans doute ceux de dépeceurs de baleines venues s'échouer sur les côtes. Grâce à cette exposition qui présente aussi la plus ancienne sculpture en bois d'Afrique centrale aujourd'hui connue, datant des VIII^e-IX^e siècles et figurant la tête et l'encolure d'un animal mystérieux, pour un usage qui reste tout aussi obscur, on entrevoit tout ce que réserve de surprises présentes et à venir la longue histoire de l'Angola.

G. B.

Musée Dapper, 35 bis rue Paul-Valéry, 75016 Paris. Jusqu'au 10 juillet 2011.



Chokwe - Angola/République démocratique du Congo.
Masque pwo. Bois, fibres, perles, segments de graminées et pigments.
Collection particulière © Archives Musée Dapper et Hughes Dubois.

Première victoire pour les « Fralib » !

La multinationale Unilever qui voulait fermer l'usine de thé de Gémenos est condamnée par le TGI de Marseille. Le PSE est annulé et les licenciements sont interdits.

Vendredi 4 février, le juge des référés du tribunal de grande instance de Marseille a rendu sa décision. Il condamne Fralib pour irrégularité manifeste dans la mise en œuvre du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE). Constatant que Fralib n'a pas communiqué au comité d'entreprise les données utiles pour apprécier la rentabilité de l'activité ainsi que les indications qui auraient permis de connaître les moyens dont dispose Fralib pour mener à bien son plan, le TGI interdit à Fralib d'appliquer les mesures envisagées dans le PSE et de procéder au licenciement des salariés. Il condamne aussi Fralib à payer 5000 euros au CE. Cette décision du TGI de Marseille confirme qu'Unilever a mené la procédure d'information et de consultation sans respecter les obligations légales du code du travail, mais aussi que les arguments économiques avancés pour fermer l'usine ne sont pas recevables. Il y a quelques jours, Paul Polman, le PDG d'Unilever, annonçait des résultats mirobolants pour 2010 : 4,1% de croissance des ventes, une hausse de 20 points de la marge d'exploitation et un chiffre



(FRÉDÉRIC SÉGURAN)

d'affaires en progression de 11,1%, soit 44,3 milliards d'euros. La direction de Fralib ne fera pas appel, mais a fait comprendre qu'elle recommencerait la procédure de fermeture de l'usine. Les salariés et leurs organisations syndicales, CGT et CFE/CGC, restent donc mobilisés et déterminés. Ils relancent leur appel au boycott des produits Lipton et

les consultations autour du projet alternatif de reprise de l'entreprise. Pour Gérard Cazorla, le secrétaire CGT du CE, «Unilever doit maintenant, soit retirer son projet de fermeture de l'usine et relancer l'activité, soit accepter de financer l'ensemble des exigences du projet alternatif présenté le 3 janvier».

Frédéric Plicque

en brèves...

Sortir du colonialisme.



La semaine anticoloniale commence en Ile-de-France vendredi 18 février. Elle sera ponctuée par une manifestation samedi 26, à 15 heures,

place de la République. L'appel unitaire pour cette initiative, signé par une cinquantaine d'organisations, est excellent. Il mêle la dénonciation de la colonisation d'hier et d'aujourd'hui – sous ses aspects idéologiques, économiques et militaires – à l'internationalisme, avec notamment le soutien aux luttes de libération nationale. Il combine la dénonciation des mesures racistes et sécuritaires en France, à la nécessité de l'émancipation collective. Au moment où les peuples arabes donnent corps aux revendications démocratiques et anti-impérialistes, cette semaine permettra de débattre

de l'actualité des combats portés par Sankara, Lumumba, Fanon et bien d'autres. Elle permettra de faire le point sur les luttes des peuples kurdes, tamouls, palestiniens, kanaks et d'autres encore. Elle permettra d'analyser l'attitude de la gauche vis-à-vis de la question coloniale et de débattre des moyens de promouvoir l'émancipation collective. Au moment où l'État français se réorganise autour d'un alignement sur la stratégie impérialiste américaine et d'une offensive sécuritaire et raciste à l'intérieur, cette semaine anticoloniale sera un point d'appui pour toutes celles et tous ceux qui souhaitent reconstruire un mouvement de masse antiraciste, antisécuritaire et internationaliste. Elle sera un point d'appui dans la perspective de la manifestation nationale du 28 mai, contre le racisme, la politique d'immigration du gouvernement, et pour la régularisation de tous les sans-papiers.

Tout le programme sur : www.anticolonial.net

Les enseignants mobilisés dans les Vosges.

Trois manifestations ont eu lieu dans les Vosges, jeudi 10 février, à l'appel des divers syndicats d'enseignants, FSU, Solidaires, CGT, Unsa et CFDT. À Épinal et Gérardmer, les revendications concernaient la suppression de postes et les heures supplémentaires dans l'Éducation nationale. À Saint-Dié-des-Vosges, le mouvement a démarré au collège-lycée Jules-Ferry. Les enseignants dans un tract commun, ont appelé les autres établissements, publics et privés, à une manifestation unitaire. Au collège, les revendications portaient sur la disparition de l'italien, la suppression d'heures pour l'allemand et l'augmentation des effectifs dans les classes. Au lycée, trois classes et six postes d'enseignants sont supprimés, alors qu'il n'y aura que 32 élèves de moins.

Une assemblée générale de tous les enseignants en grève, ceux du public et du privé, s'est tenue avec une majorité de grévistes (90% pour le privé), ouverte à toutes les personnes voulant y assister. Le débat a porté sur les suites à donner à la mobilisation. Tous les participants étaient d'accord pour une résistance unitaire de tout le service public pour combattre la volonté du gouvernement et de Sarkozy de le casser. À Saint-Dié, après le mouvement social de cet automne, le collectif retraites qui s'était mis en place s'est transformé en collectif de Résistance déodatien. Il fonctionne très bien, au point que les enseignants grévistes nous ont demandé notre soutien. Il paraît évident que les luttes sociales à venir vont partiellement transiter par ce collectif, qui peut s'avérer propulseur et unifier tous les mécontents.

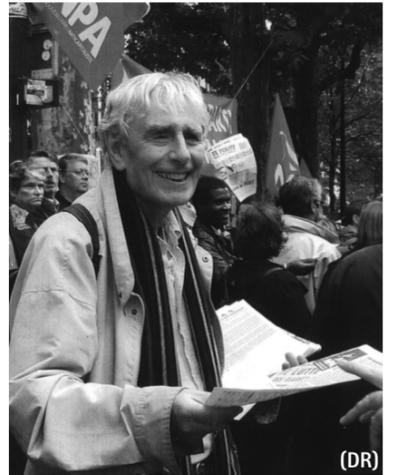
France

Hommages

Lucien Monzeglio était un camarade. Il nous a quittés il y a quelques jours. Ceux et celles qui parmi nous ont découvert l'engagement militant au début des années 1970, et notamment ceux et celles qui ont fourbi leurs premières armes au sein de la LCR, se souviennent de son énergie, de ses coups de gueule et de sa volonté de nous faire partager l'expérience ouvrière, nous qui, lycéenNES, étudiantES ou jeunes salariéES à statut, peinions à l'appréhender ou en véhiculions une version mythifiée. Enraciné dans la classe ouvrière de notre région, il nous a permis de faire le lien entre l'espérance révolutionnaire et la réalité des luttes sociales. Au-delà de cet apport précieux, Lucien a lutté en permanence pour que progresse l'émancipation humaine. En 1947, militant CGT, il participe aux grandes grèves des aciéries du nord à Cannes-La-Bocca. Critique envers la bureaucratie soviétique, l'absence de démocratie dans le parti et l'affaiblissement du projet révolutionnaire, il quitte le PCF à la fin des années 1950, une dizaine d'années après y avoir adhéré. Porteur de valises au cours de la guerre d'Algérie au côté de militants du PSU, il rejoint le trotskysme et la IV^e Internationale dans le contexte des luttes anticoloniales et de la révolution cubaine, s'engageant au côté des peuples en lutte d'Amérique du sud. En 1965, Lucien a été, avec des militantES locaux des Jeunesses communistes, l'un des fondateurs de la JCR (Jeunesse communiste révolutionnaire) dans les Alpes-Maritimes. Parmi les premiers adhérentES de la Ligue communiste – puis de la LCR – dans notre département, il a partagé ses combats jusqu'au début des années 1980, date à laquelle il prend ses distances avec les formes partidaires de la contestation. Toujours mobilisé, notamment par la lutte du peuple palestinien et par la résistance anti-impérialiste à la guerre en Irak, il avait suivi de près l'expérience de la création du NPA sans y adhérer par la suite. Toujours mobilisé ces dernières années, il était de tous les rassemblements (retraites, services publics) et suivait les expériences révolutionnaires en Amérique du sud. Le NPA et les Alternatifs, aux côtés desquels il se trouvait souvent ces derniers temps, saluent sa mémoire et expriment leur affection à sa famille, notamment à notre camarade Marcelle, sa fille.

Debout, pour toujours.

Raymond Duberne est décédé la semaine dernière. Beaucoup d'entre nous, au moins dans la région parisienne, l'ont croisé dans les manifestations où, malgré la maladie, il était encore un des plus assidus des membres du NPA. Toute sa vie, il l'a vécue vent-debout dans la lutte contre l'oppression et pour l'émancipation. Porteur de valises pendant la guerre d'Algérie, il rejoint Alger dès l'Indépendance pour aider la révolution. Il quitte l'Algérie, où il a rencontré celle qui est devenue sa compagne, lors de la prise du pouvoir de Boumédiène. Il en a gardé au travers de ses multiples engagements (du maoïsme au NPA en passant par Alerte, Les Verts, les comités Bové), un axe dominant avec le combat contre le racisme (notamment au travers des activités de quartier à Villiers-le-Bel puis à Châtenay-Malabry et du soutien aux sans-papiers) et contre la guerre impériale. Se caractérisant parfois, avec son sens de l'humour, de «crapule réformiste» il voulait «que l'humanité fasse au moins quelques pas vers son humanisation». D'où ses critiques contre une gauche radicale qui méprisait, selon lui, le travail mutualiste. D'où la nécessité d'un travail dans les institutions même si c'était pour les subvertir. Cela l'amena à des positions dont il voyait bien les possibles contradictions. Féroce engagé contre le nationalisme, le républicanisme et l'islamophobie, sans concession sur la nécessaire régularisation des sans-papiers, il excluait toute possible alliance électorale avec le PG mais pensait qu'elle était possible avec les Verts et Europe Écologie. Il n'en reste pas moins, que tout, dans son engagement, témoignait que «c'est dans la rue que ça se passe». C'est aussi sans doute pour cela qu'il craignait plus que tout la perspective d'une déchéance physique susceptible de le clouer dans un lit, de l'empêcher de participer aux manifestations. Trois jours avant sa disparition, nous sommes nombreux à l'avoir croisé une dernière fois dans la manifestation de solidarité avec la révolution égyptienne. Il était fier de porter le drapeau du NPA dont le cortège chantait des slogans en arabe comme il nous l'a fait remarquer avec délice. Le lendemain, il allait à un rassemblement avec, cette fois, un drapeau algérien, comme une démonstration de fidélité aux combats d'une vie, une démonstration que l'histoire n'a jamais dit son dernier mot. Jusqu'au bout Raymond est resté debout. À nos côtés, il sera désormais debout pour toujours.



(DR)

courrier redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Photos, femmes, féminisme. J. P. S. (mail) : merci à *Tout est à nous !* d'attirer notre attention sur l'expo à la bibliothèque Marguerite-Durand, mais permettez-moi de corriger amicalement une erreur, ce ne sont pas les «midinettes» qui ont fait grève à Paris en 1917 (d'ailleurs surtout en 1918) mais les «munitionnettes», ouvrières des usines d'armement. Dans le Cahier n°2 de la revue *Le Mouvement social*, intitulé 1914-18. *L'autre front*, paru en 1977 aux Éditions ouvrières, voir l'article collectif de trois historiennes qui depuis se sont fait un nom : Mathilde Dubesset, Françoise Thébaud, Catherine Vincent : *Les munitionnettes de la Seine*, p.189-219.

Lettre ouverte aux Français de souche et aux étrangers résidant en France. P. L. (mail) : La situation est grave.

Beaucoup de gens ont faim. Des milliers de gens sont à la rue. Les camps de rétention et la manière dont on expulse les étrangers sont une honte. On appauvrit les gens de condition modeste au profit des grands portefeuilles. Le train de vie de notre président est scandaleux et provocateur. Nous voyons les acquis de nos aînés en 1936 disparaître un à un. La démocratie est plus que menacée. Il faut réagir vite !

Normicides. I. G. (92) : Si je ne me trompe, depuis le début de cette rubrique, il n'y a que des filles qui ont écrit sur des trucs de filles. Il y a bien eu l'article sur ce qui ne devrait pas tomber dans l'oreille des sourds mais ça venait d'une fille. Et pourtant, nous les filles, nous qui sommes configurées pour

le soin et la maintenance de l'homme, nous avons une petite idée de la masse de choses qui doivent lui pourrir la vie, et je ne pense pas aux poncifs sur les belles-mères ou les femmes cruelles. Allez, lâchez-vous, n'ayez pas peur de faire pipi moins loin que le voisin. Et encore un truc de fille. Pub à la radio pour une banque ou quelque chose du même genre : «... avec ma femme qui attend des jumeaux, encore». Le «encore» arrivant après une pause c'est là qu'on doit sourire sans doute. Le pauvre homme, quel fardeau cette femme qui attend toujours des enfants, il doit encore trouver une maison plus grande ! Je dis «un truc de filles», mais si moi ça m'énerve qu'on parle comme ça des femmes enceintes, est-ce qu'il n'y a pas quelque part un homme qui ne supporte plus qu'on les fasse parler de cette façon ?

Organisations présentes au congrès

FRANCE Alternative libertaire, PCF, LO, Fasse, PG, GU, Alternatifs. Excusé : Les Verts.
Syndicats et associations : Solidaires, Jeudi noir, Cadac/CNDF.
MAROC La Voie démocratique, Al Mounadil-e. TUNISIE Parti communiste ouvrier de Tunisie (PCOT), Ligue de la gauche ouvrière (LGO). PALESTINE Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). LIBAN Parti communiste libanais (PCL). IRAQ Irak Freedom Congres, Parti communiste ouvrier en Irak, Union des communistes-Irak. IRAN Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran (groupe France). RÉUNION Nouveau Parti anticapitaliste de la Réunion (NPAR). SRI LANKA Nouveau Parti pour l'égalité sociale (NSSP). INDONÉSIE Comité politique des pauvres - Parti démocratique du peuple (KPRM-PRD), Workers People Association (PRP). CORÉE DU SUD New Progressive Party (NPP), Institute of the 21st Century Korea Research (ICR), KDLP-Paris Comitee. AUSTRALIE Socialist Alliance. ARGENTINE MST-Movimiento Proyecto Sur, Frente Popular Darío Santillán. BRÉSIL Parti socialisme et liberté (PSOL). PÉROU Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) VENEZUELA Marea Socialista. MARTINIQUE Groupe révolutionnaire socialiste (GRS). MEXIQUE Parti révolutionnaire des travailleurs.
USA International Socialist Organization (ISO). CANADA Socialiste Caucus of the New Democratic Party. GRANDE-BRETAGNE Socialist Worker's Party (SWP), Socialist Party (SP), Counterfire. IRLANDE Socialist Worker's Party (SWP). PORTUGAL Bloco de Esquerda. ÉTAT ESPAGNOL Izquierda Anticapitalista, Parti ouvrier révolutionnaire (POR). EUSKADI Askapena, Gauche Abertzale. CATALOGNE En Lluita. CORSE A Manca. ITALIE Sinistra Critica. GRÈCE Socialistiko Ergatiko Komma (SEK), New Left Current (NAR), Recomposition de gauche (Aran) -trois membres de la coalition Antarsya, DEA - coalition Syriza. POLOGNE Parti polonais du travail (PPP). NORVÈGE The Red Party Rødt. DANEMARK Red-Green Alliance. ALLEMAGNE « We don't pay for your crisis ». BELGIQUE Ligue communiste révolutionnaire (LCR/SAP). SUISSE Mouvement socialiste des travailleurs (MST), Solidarité.S.

Organisations ayant transmis un message

PAKISTAN Labour Party of Pakistan (LPP). BANGLADESH Communist Party of Bangladesh-Marxist Leninist (CPB-ML). INDE Radical Socialist. ASIE DU SUD-EST Network for Transformative Social Protection (NTSP). PHILIPPINES Partido Lakas ng Masa, Partido ng Manggagawa, Rebolusyonaryong Partido ng Manggagawa- Mindanao (RPMM). MALAISIE Parti Socialis Malaysia (PSM). JAPON Japan Revolutionary Communist League (JRCL) et National Council of Internationalist Workers (NCIW). AUSTRALIE Revolutionary Socialist Party. SÉNÉGAL Yoonu Askan Wi. MAROC Solidarité pour une Alternative Socialiste (SAS). TURQUIE Parti de la liberté et de la solidarité (ÖDP) GRÈCE Groupe politique anticapitaliste (APO). GRANDE-BRETAGNE Socialist Resistance. LUXEMBOURG Dei Lenk. SUÈDE Socialistiska Partiet.

Message de Yoonu Askan Wi (Sénégal)

Chers camarades du NPA, chers congressistes,
C'est dans une ambiance de chaleur militante qu'a été lu le message du NPA au 1^{er} congrès de Yoonu Askan Wi / Mouvement pour l'autonomie populaire, tenu à Guédiawaye dans la banlieue de Dakar les 4 et 5 décembre dernier. Très récemment, en prélude au Forum social mondial de Dakar de février 2011, nous avons eu le plaisir de recevoir le camarade Olivier Besancenot à la 1^{re} session de notre Conseil général post-congrès, à l'occasion duquel il a pu s'adresser directement aux cadres dirigeants de notre parti le 5 février 2011. Déjà, lors du congrès de fondation du NPA, Yoonu Askan Wi était représenté par une délégation [...]. C'est dire que nos deux organisations, très jeunes l'une et l'autre au demeurant, ont dès le départ entrepris de nouer des liens solides de coopération militante. Nous sommes persuadés que ces relations iront s'approfondissant, sur la base de nos convictions partagées, fondées sur la lutte sans compromission contre l'impérialisme, le capitalisme et la mondialisation néolibérale. L'impérialisme français, aujourd'hui sous la houlette d'un Sarkozy farfelu, bête et arrogant, est l'ennemi commun des peuples de France et du Sénégal ; nous devons, plus encore que jamais, nous donner la main pour le combattre et le défaire. Partout les peuples bougent, en Amérique latine, en Asie, en Europe. À présent, en ce début de l'année 2011, c'est l'Afrique qui donne résolument le « la ». Les soulèvements populaires et révolutionnaires portés par les masses déshéritées des campagnes et des villes ainsi que par les travailleurs, en Tunisie puis en Égypte, constituent pour nous tous et toutes, de puissants motifs d'encouragement et d'espoir. Ils illustrent encore une fois la capacité des peuples d'en finir avec la dictature, l'oppression, l'exploitation, l'accaparement et la spoliation opérés pendant top longtemps déjà par des bourgeoisies corrompues et prédatrices au service d'elles-mêmes et des puissances d'argent. Ce sont les masses qui font l'histoire ! Solidarité avec les luttes à travers le monde pour la révolution démocratique, républicaine, sociale et populaire !
Plén succès au deuxième congrès du NPA / France !

Pour la Délégation exécutive nationale de Yoonu Askan Wi / Mouvement pour l'autonomie populaire, Le délégué général, Alassane Guisse

Retour sur le premier congrès du NPA



Montreuil, le 12 février. (PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB)

Le premier congrès national du NPA s'est tenu à Montreuil (93), les 11, 12 et 13 février. Le menu était particulièrement dense et chargé pour les 352 délégués et les membres de la direction sortante. Il s'agissait d'adopter tout à la fois un document intitulé *Nos réponses à la crise*, des motions sur la religion, la laïcité et le voile, une résolution d'orientation et de construction, deux modifications aux statuts du parti. Il s'agissait enfin d'élire une nouvelle direction (Conseil politique national). À tout ceci s'ajoutaient aussi les motions et amendements émanant des congrès locaux et des motions élaborées au cours du congrès lui-même. Le congrès a adopté à une large majorité (66,12%), *Nos réponses à la crise*, un document qui condense les analyses du NPA sur la crise multiforme, économique, sociale, alimentaire et climatique qui secoue le capitalisme et énonce les contours d'une politique anticapitaliste, écosocialiste partant des préoccupations et urgences immédiates qui nécessitent une transformation révolutionnaire de la société. Un document de dimension programmatique que nous voulons utiliser comme support à la confrontation politique publique. Sur la religion, la laïcité et le voile, il s'agissait d'affiner nos positions sur le fond, après la polémique publique et le

débat interne difficile déclenché par l'annonce de la candidature d'une militante portant le foulard à Avignon dans le Vaucluse. Le congrès a enregistré les résultats des congrès locaux sur les diverses motions soumises au vote. Nous reviendrons plus précisément sur cet aspect dans une prochaine édition. Quatre textes d'orientation et de construction faisaient l'objet d'une présentation contradictoire. Les congrès locaux ont envoyé sur ces bases des délégués au congrès national à la proportionnelle des positions exprimées. Aucun n'ayant pu franchir la barre des 50%, les textes des quatre positions ont été rejetés. De même, après discussion, il n'a pas été possible d'aboutir à une convergence des points de vue se concrétisant par un appel du congrès, car la question de la démarche en vue des présidentielles a continué de diviser les congressistes et aucune majorité n'a pu se dégager. Le CPN élu devra définir les modalités de débat démocratique afin de décider ce que le NPA fera à la présidentielle de 2012. Cette consultation des militantEs, dont les modalités sont à définir, interviendra avant l'été. Le congrès a adopté à la quasi-unanimité une déclaration sur la situation internationale, se félicitant de la vague révolutionnaire en cours dans le monde arabe,

appelant à son approfondissement et à son extension et à organiser concrètement une campagne de solidarité. Une autre motion résumant les campagnes contre le G8/G20, contre le racisme, ou pour la défense de la sécu et de l'hôpital public et contre les réformes que prépare le gouvernement sur la dépendance... a obtenu une large majorité. Cela montre qu'en dépit des divergences, malgré des modalités de débat interne qu'il va falloir prendre le temps de sérieusement rediscuter tant elles ont suscité des mécontentements, ce qui rassemble sur le fond les militantes et militants du NPA est plus fort que ce qui les divise. L'enthousiasme et l'émotion avec lesquelles le congrès tout entier a accueilli, écouté et acclamé des militantEs révolutionnaires venuEs de Tunisie et d'Égypte en est le signal le plus évident. Une nouvelle direction (CPN) de 161 membres a été élue à la proportionnelle des quatre positions en présence, avec la parité hommes-femmes, la représentation de divers secteurs d'interventions et régions. Elle se réunira pour la première fois les 26 et 27 mars prochain et élira un nouveau Comité exécutif.
Fred Borras
1. La position 1 a recueilli 41,95%, la position 2 27,87%, la position 3 26,43% et la position 4 3,73% des votes des délégués au congrès.

Déclaration des organisations présentes lors du congrès du NPA

Le renversement de Ben Ali et de Moubarak change la situation politique non seulement dans le Maghreb et le Moyen-Orient mais à l'échelle internationale. Les révolutions populaires qui ont mis fin à des dictatures soutenues pendant des décennies par l'impérialisme américain et européen redonnent confiance à l'ensemble des peuples arabes et bouleversent tout le dispositif impérialiste et sioniste dans la région. D'ores et déjà, les populations jordanienne, yéménite, algérienne, irakienne, palestinienne sont descendues dans la rue pour exiger des changements politiques. Ces révolutions sont l'impact direct de la crise économique internationale et des diktats du FMI et de la Banque mondiale qui imposent une offensive sociale radicale et l'appauvrissement de populations déjà atteintes par des dizaines d'années de politique d'injustice sociale et de corruption. Ces deux révolutions ouvrent la voie non seulement à des revendications démocratiques pour rompre avec les dictatures antérieures, mais aussi à la remise en cause des systèmes économiques capitalistes, à l'origine de tant d'injustice. Ce sont les questions sociales qui ont été à l'origine

des insurrections populaires. L'impérialisme va tout faire pour sauvegarder ses positions dans la région et empêcher le développement anti-impérialiste des processus à l'oeuvre et leur propagation dans la région. Aussi, les peuples tunisiens et égyptiens, les forces qui dans ces pays veulent impulser une voie anti-impérialiste et socialiste, ont besoin de la solidarité et du soutien actif des révolutionnaires, des mouvements anti-impérialistes, des mouvements sociaux et syndicaux du monde entier. Chacun dans nos pays, nos régions, nous engageons à développer cette solidarité, notamment pour combattre les attaques que mènent d'ores et déjà les institutions et les groupes capitalistes internationaux pour empêcher tout prolongement social et économique de ces révolutions naissantes et à s'appuyer sur cet exemple magnifique pour stimuler les mobilisations contre la dette et les exigences du FMI.
VIVE LES RÉVOLUTIONS TUNISIENNE ET ÉGYPTIENNE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

SIGNATAIRES. TUNISIE Ligue de la gauche ouvrière tunisienne ; Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT). MAROC Al Mounadil-e. IRAQ Irak Freedom Congres ; Union des communistes-Irak. LIBAN Parti communiste libanais. PALESTINE Front populaire de libération de la Palestine. ANGLETERRE Socialist Worker's Party ; Counterfire. BELGIQUE LCR/SAP. PORTUGAL Bloco de Esquerda. CORSE A Manca. ITALIE Sinistra Critica. ÉTAT ESPAGNOL Izquierda Anticapitalista ; Parti ouvrier révolutionnaire. CATALOGNE En Lluita. EUSKADI Askapena. IRLANDE Socialist Worker Party. POLOGNE PPP. GRÈCE SEK, DEA. FRANCE NPA. USA ISO. CANADA Socialist caucus of the New Democratic Party. MEXIQUE Parti révolutionnaire des travailleurs. MARTINIQUE Groupe révolution socialiste. VENEZUELA Marea Socialista. BRÉSIL PSOL. ARGENTINE MST. PÉROU Parti révolutionnaire des travailleurs. INDONÉSIE KPRM-PRD (Comité politique des pauvres - Parti démocratique du peuple) ; Working People Association (PRP). SRI LANKA NSSP (Nouveau Party pour l'égalité sociale). CORÉE DU SUD New Progressive Party ; Institute of 21th Century Korean Research ; KDLP-Paris Comitee. LA RÉUNION NPAR. AUSTRALIE Socialist Alliance. SUISSE MPS, Solidarité.S.



Nancy: coup de filet chez les nationalistes autonomes.

Lundi 7 février, treize skinheads d'extrême droite étaient interpellés à Nancy dans le cadre d'une enquête portant sur douze faits commis en 2009 et 2010, principalement des violences volontaires en réunion, dont certaines aggravées.

Ces (très) jeunes « militants » (la plupart sont mineurs) appartiennent aux « Nationalistes autonomes lorrains », mouvance qui s'est développée ces deux dernières années dans l'est de la France dans le sillage de leurs voisins allemands, et qui est apparue dans le paysage de l'extrême droite française pour la première fois lors du « traditionnel » défilé parisien du 9 mai. Reprenant à leur compte une imagerie « black bloc », ces groupes qui ont essaimé en Picardie, en Franche-Comté et en Alsace, agissent sous forme de bandes de rue dont la principale activité politique consiste à commettre des agressions racistes, des attaques contre des militants identifiés comme de gauche ou antifascistes...

Six d'entre eux ont été déférés et risquent jusqu'à deux ans de prison fermes, notamment pour avoir agressé lors du mouvement des retraites une militante de l'Unef handicapée qui circulait en

fauteuil roulant. S'il est probable que des condamnations mettront un coup d'arrêt aux agissements de ces fascistes en herbe, elles ne doivent pas masquer la recrudescence inquiétante de ces groupes sur tout le territoire, et ne doivent pas nous dispenser de lutter politiquement contre ceux-ci.

L'UMP et le logiciel d'extrême droite.

L'UMP semble craindre les sanctions électorales à venir, particulièrement pour la présidentielle de 2012. La candidature du social-libéral Dominique Strauss-Kahn l'affole. Mais point de critique économique et sociale pour la droite, les différences étant trop infimes avec la politique gouvernementale menée. Alors, Christian Jacob (président du groupe UMP à l'Assemblée nationale) passe à l'offensive dans un registre maurassien au fumet antisémite. Il a déclaré, dimanche dernier, que le patron du FMI n'était « pas l'image de la France, l'image de la France rurale, l'image de la France des terroirs et des territoires, celle qu'on aime bien, celle à laquelle je suis attaché ». Jean-Christophe Cambadélis rétorque à ces propos nauséabonds, déjà condamnés à juste titre par Benoît Hamon, « C'est au mot près ce que Xavier

Vallat [responsable du Commissariat général aux questions juives sous Vichy] disait de Léon Blum ». Les propos de Christian Jacob, soutenus par François Fillon, sont bien un nouveau symptôme de la porosité de plus en plus flagrante de la sarkozie au venin de l'extrême droite.

Jeudi noir, non à l'expulsion !

Le tribunal d'instance du 8^e arrondissement de Paris a rendu une décision permettant l'expulsion « immédiate et sans délai » des militants de Jeudi noir qui occupent depuis le mois de décembre un immeuble de 2500 m², ainsi qu'une amende de 100 euros par jour d'occupation illégale. L'immeuble, se situant avenue Matignon, appartient au groupe Axa et est vide depuis quatre ans. Par sa décision, le tribunal justifie ainsi la spéculation immobilière, principale cause de la crise du logement qui touche des millions de personnes. Rien qu'à Paris, 2 millions de mètres carrés sont vacants, généralement dans des quartiers d'affaires huppés. À l'heure où nous bouclons, l'expulsion n'a pas encore eu lieu mais la trentaine de squatteurs, pour la plupart des étudiants, s'y préparent, montant des barricades et comptant sur le soutien d'un

Le chiffre

15 000

C'est le nombre de migrants morts aux portes de l'Europe depuis 1988. Poussés par la famine, les dictatures, les guerres, ces hommes et ces femmes, venant souvent d'Afrique, risquent leur vie pour traverser la Méditerranée et franchir les frontières de l'Europe forteresse. Les gouvernements européens chassent et criminalisent toujours plus les immigrés, notamment depuis 2004 avec la création de l'agence Frontex. Celle-ci use de moyens militaires pour refouler les migrants, allant jusqu'à les abandonner en plein désert marocain, où certains meurent de froid, de soif ou de violences.

« mur d'élus ». Si la gauche a unanimement condamné cette expulsion au plein cœur de l'hiver, Jeudi noir ne risque pas de compter sur le soutien du maire du 8^e arrondissement, François Lebel, qui l'a qualifié de collectif aux « méthodes fascistes, violentes, et illégales ».

« Guantanamo à la française ».

Lundi 14 février, le Sénat a adopté en première lecture l'amendement Besson qui permet la rétention administrative jusqu'à dix-huit mois pour des étrangers condamnés à une peine d'interdiction du territoire ou à une mesure d'expulsion pour des « actes de terrorisme » ou « un comportement lié à des activités à caractère terroriste pénalement constatées ». Cette peine, le maximum possible en Europe, s'ajouterait aux nouvelles mesures anti-immigrés de la loi Loppsi 2 si l'amendement était adopté en deuxième lecture. Cette disposition contribue également à criminaliser davantage les étrangers, en faisant l'amalgame entre immigration et terrorisme. Par ailleurs, cette condamnation a un an et demi d'enfermement pourra être effectuée sur simple décision administrative. Une

preuve de plus que dans la France de Sarkozy, les étrangers ne sont pas des êtres humains à part entière.

Hips !

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la consommation excessive d'alcool provoque 2,5 millions de morts par an dans le monde, soit 4% du total de décès (9% pour les 15-24 ans). L'alcool arrive ainsi devant le sida et la tuberculose.

Chaque individu de plus de 15 ans consomme en moyenne 6,13 litres d'alcool par an... sachant que la moitié des hommes et deux tiers des femmes n'en consomment pas du tout, cela donne un aperçu de la consommation du reste de l'humanité.

En France, pays du vin, l'estimation du nombre de décès imputés à l'alcool va de 25 000 à 60 000 morts par an, soit de 5 à 10% du total de décès. En comparaison, la mortalité due à la consommation de cannabis est si faible qu'il n'existe aucune estimation. Mais chut, il ne faut pas le dire. Si la France était le pays du chanvre, sa consommation serait légalisée depuis longtemps.

ÉDUCATION

Stop au massacre !



Rennes, le 10 février. En tête de la manifestation contre la casse de l'école publique, le cortège FSU avec des silhouettes représentant les suppressions de postes (lire aussi page 4). (PHOTOTHÈQUE ROUGE/TN)

“ NO COMMENT ”

Si DSK est candidat, je serai en tête au premier tour.

JEAN-LUC MÉLENCHON

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 6 500 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication:
François Coustal
Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®